

Nouvelles perspectives en sciences sociales



Essai de modélisation complexe en sciences sociales Le cas de l'intercommunalité dans le département du Tarn

Claude Vautier

Volume 1, numéro 2, mars 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/602473ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/602473ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Prise de parole

ISSN

1712-8307 (imprimé)

1918-7475 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vautier, C. (2006). Essai de modélisation complexe en sciences sociales : le cas de l'intercommunalité dans le département du Tarn. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 1(2), 149–217. <https://doi.org/10.7202/602473ar>

Tous droits réservés © Prise de parole, 2006

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Essai de modélisation complexe en sciences sociales :

le cas de l'intercommunalité dans le département du Tarn

CLAUDE VAUTIER

Université de Toulouse 1

CIRESS-LEREPS-GRES

France

La modélisation, en sciences sociales, est relativement peu pratiquée. Lorsqu'elle l'est, elle est souvent critiquée parce qu'elle appauvrit son objet. Elle l'est également parce qu'elle semble s'éloigner de l'humain et qu'ainsi son langage serait à la fois impertinent (puisqu'il ne pourrait plus rendre compte de son objet, l'homme en société) et inaudible (puisqu'il utilise des abstractions). Les deux critiques méritent d'être entendues. Elles peuvent également être débattues.

Il est vrai que toute modélisation appauvrit son objet. Contre cet appauvrissement, on peut invoquer, le fait que la capacité à assumer cet appauvrissement permet de mettre les résultats de la recherche en perspective : toute connaissance étant construction, chaque chercheur doit assumer sa propre construction de connaissance et ses limites. D'autre part, l'appel à une modélisation « complexe »¹ permet de limiter cet appauvrissement et de ne pas aller à la caricature, comme ce peut être le

¹ C'est-à-dire tentant d'incorporer le paradoxe sous la forme de la *dialogique*, ou, dit rapidement, la contradiction, la *récurtivité*, (tout phénomène est à la fois produit et producteur de ses propres causes), l'*hologrammie*, enfin, soit le fait que la coupure entre partie et tout doit être abandonnée, tout et partie ne faisant qu'un, bien que des caractères particuliers puissent être associés à l'un et à l'autre (le tout est à la fois plus et moins que la somme des parties, dit Morin).

cas de certaines recherches trop peu attentives à l'irréductibilité du monde à une pensée essentiellement réductionniste et simplificatrice.

Pour ce qui concerne l'éloignement de l'humain, on peut répondre que cet éloignement, qui n'est que provisoire et apparent, est nécessaire dans une phase particulière du travail scientifique. Nous n'oublions jamais dans nos abstractions conceptuelles que sans les hommes rien ne serait, ni société, ni territoire, ni système. Mais nous considérons que, cela reconnu, il faut s'éloigner un temps des hommes concrets, individualisés, pour aller vers un instrument qui mesure l'effet de ce que font ces hommes concrets et individualisés. Les *effets de composition* dont parle Boudon sont ici à l'œuvre et le système – qui ne fait, en quelque sorte, qu'un avec les acteurs – prend ainsi une manière d'autonomie. Nous avons risqué, dans l'ouvrage initial², l'image d'un modèle météorologique. Bien que peu adapté, apparemment, à un système sociétal, cette métaphore semblait dire ce que nous essayions d'exprimer : l'autonomie relative du système *dans un tel type d'observation* par rapport aux éléments dont il est constitué et constitutif. Nous sortons en cela de la vieille querelle entre individualisme méthodologique et holisme méthodologique. C'est le mode d'observation privilégié par le chercheur qui fait apparaître plutôt le tout ou plutôt la partie, pour autant que cette distinction ait vraiment un sens. La montée en abstraction, loin d'éliminer les acteurs, les met au centre des processus étudiés, mais passe les barrières que le subjectivisme dresse devant l'investigation. La seconde partie de la critique, d'ailleurs, peut aisément être réfutée, nous semble-t-il, dans la mesure où le langage abstrait utilisé dans le traitement de l'objet peut ensuite être traduit en langage vernaculaire par une herméneutique qui fait droit aux expériences existentielles des acteurs auxquels, le cas échéant (c'était notre objectif dérivé mais aussi constituant), l'on s'adresse.

Cet article repose sur un travail initial dont l'objectif était de montrer que l'on pouvait rendre compte, par une « modélisation complexe », de l'évolution divergente de deux parties du département français du Tarn, le Nord (villes d'Albi et de Carmaux) et le Sud (villes de Castres et de Mazamet), lesquelles montrent des écarts remarquables dans leur capacité à créer les structures intercommunales dont le mouvement de décentralisation français des années 1980 et les lois de 1999 (Voynet et Chevènement) ont fait l'une des bases nouvelles de l'administration et de l'auto-organisation des territoires français.

² C. Vautier, *Le repli et l'imagination, Essai de modélisation complexe des phénomènes territoriaux : le cas de l'intercommunalité dans le département du Tarn*, Thèse de doctorat en sociologie, Université des sciences sociales de Toulouse, Mars 2005.

L'étude se divisait en trois parties : la première étudiait les représentations sur lesquelles se fondent les acteurs et la manière dont, « plus intelligents que leurs représentations », ils détournent, consciemment ou non, ces représentations ; la deuxième enquêtait sur le territoire afin de laisser s'élever la parole des acteurs dans le but de percevoir dans leurs discours leurs ambiguïtés et les contradictions auxquelles ils sont confrontés ; la troisième, enfin, consistait en la production d'un modèle qui tentait de rendre compte des évolutions du territoire, produites par ces acteurs, à travers sa configuration systémique, en prenant en compte les contradictions et les paradoxes qui s'y manifestent et y jouent un rôle généralement peu opérationnalisé.

Ce qui est présenté ici est tiré de cette troisième partie. Il s'agit de la présentation du modèle, de son application à partir d'une enquête et des conclusions qui peuvent en être déduites, grâce, notamment, à des entretiens conduits parallèlement à l'enquête réalisée. L'article se compose de trois volets : le premier présente le modèle et les concepts qui l'informent en même temps qu'il les informe ; le second présente le traitement du territoire effectué par l'intermédiaire du modèle ; le troisième, enfin, procède à l'herméneutique évoquée ci-dessus et traduit, dans l'expérience sensible du chercheur et des acteurs qu'il a rencontrés, la connaissance qu'il croit avoir produite à l'aide de sa montée en abstraction³.

1. Conception générale du modèle

Les choix de conception portent sur les concepts fondamentaux utilisés, sur la forme donnée au modèle et sur le mode de « fonctionnement » qui lui a été assigné par construction.

1.1. Concepts fondamentaux

Le modèle proposé dans ce qui suit repose sur trois concepts : le couplage, l'ouverture, la redondance-variété.

1.1.1. Couplage

« L'organisation du système est rigide dans la mesure où les interactions liant quelques sous-systèmes établissent entre eux une forte connexion (le couplage étant la plus forte). L'organisation est souple dans la mesure où

³ Concernant l'enquête, faute de place, nous ne rapportons que les questions posées et, bien entendu, les réponses apportées à ces questions. Son protocole est sommairement explicité dans le second volet de l'article.

beaucoup de ces sous-systèmes sont faiblement connectés »⁴. L'existence de liaisons entre sous-systèmes constitue ce qu'on appelle le « couplage » du système. En fait, ce couplage est d'autant plus fort que le nombre de sous-systèmes connectés est plus grand, que la proportion des sous-ensembles connectés est plus grande, ou que l'intensité des relations entre sous-ensembles connectés est plus forte.

Dans la tradition sociologique, ce couplage, lorsqu'il s'agit d'une société globale, correspond au phénomène d'intégration sans lequel aucune société ne serait repérable en tant que société. Tönnies développe une notion de cohésion sociale fondée sur une communauté d'affections, d'expériences, de sentiments d'appartenance liés à divers buts et besoins, ainsi que sur l'importance (la densité) des relations internes à la société. Après Durkheim, Parsons parle d'intégration normative, Deutsch voit dans la cohésion sociale le résultat de l'existence de liens de loyauté et de confiance réciproque à l'intérieur d'une communauté politique unie.

Le concept de couplage recoupe cette question de l'intégration, en l'abordant d'un point de vue systémique. En représentant un système comme une « boîte noire » comportant, d'une part, des variables ou des phénomènes entrants (Pe) et des variables ou des phénomènes sortants (Ps) et, d'autre part, une organisation interne combinant (ou computant⁵) les variables ou les phénomènes entrants avec pour résultat les phénomènes sortants, on peut appeler, en première approche, « couplage » la relation qui s'établit entre phénomènes entrants et phénomènes sortants. Il est alors possible de considérer que l'organisation du système essaie de créer des dépendances entre Pe et Ps : la téléonomie ou projet du système serait donc liée à cette capacité organisationnelle de choisir de créer certains types de phénomènes sortants à partir de phénomènes entrants⁶. Ainsi, l'organisation territoriale devra-t-elle créer des ressources nouvelles (solidarité sociale, loisirs, modes de circulation des personnes, biens et symboles, appropriation du pouvoir, etc.)

⁴ Jean-William Lapierre, *L'analyse de système. L'application aux sciences sociales*, Paris, Syros/Alternatives, 1992, p. 51.

⁵ Le terme « computer » est utilisé par Herbert A. Simon au sens de manipulation de symboles.

⁶ Dans cette approche rapide, on néglige le fait que les « phénomènes entrants » se mêlent à des phénomènes internes et que ce qui est computé par l'organisation, c'est ce mélange et non seulement des phénomènes exogènes. On se heurte là à la difficulté de séparer l'exogène de l'endogène, autrement dit au problème de la frontière. La résolution de ce problème nous semble tenir dans ce que c'est le choix du modélisateur que de faire passer la frontière ici ou là, non de façon arbitraire, mais argumentée.

à partir des « intrants » que sont, entre autres, les lois et règlements, les réseaux d'acteurs « extérieurs » et leurs capacités de pression, les moyens financiers disponibles ou accessibles.

La notion de couplage ainsi définie reste cependant encore très simple : elle semble conduire à l'idée que le couplage d'un système a quelque chose de « mécanique », de déterminé : les routines dans les organisations sont des exemples de ce que nous appellerons un couplage « fatal »⁷, c'est-à-dire une sorte de rigidité fonctionnelle du système, fondée sur des informations elles-mêmes « fatales » et des règles stables préétablies, ne demandant pas de véritable choix à chaque occurrence. Mais au moins une autre catégorie de couplage se manifeste dans une organisation : nous l'appelons « couplage autopoïétique », voulant indiquer que la maîtrise organisationnelle peut aussi et, même, doit nécessairement sous peine de forte perturbation, voire de « disparition » du système, être en mesure d'inventer. Le couplage autopoïétique favorise l'émergence de projets dont le couplage fatal peut faciliter la mise en œuvre et la réalisation. De ce point de vue, la mémoire systémique⁸ favorise aussi bien le couplage fatal que le couplage autopoïétique, en rapportant des informations fatales mais aussi des informations « aléatoires » ayant un « contenu sélectif élevé », écrit Le Moigne (1974). En d'autres termes, la mémoire systémique engrange des informations qui servent aux décisions de routine, encadrant l'action quotidienne (fatale) et des informations qui, utilisées dans des circonstances bien plus rares où il s'agit justement de rompre la routine et d'inventer quelque chose, servent à discriminer des choix, à sélectionner des décisions novatrices. Le couplage généré par le traitement de l'ensemble des phénomènes entrants par l'organisation peut être évalué par la relation existant entre ces derniers et les phénomènes sortants. Nous proposerons un peu plus loin une méthode d'estimation de cette dimension du modèle.

Pour l'instant, contentons-nous de dire que le couplage n'est jamais total dans un système social. Il existe toujours quelque part un « lieu » où la règle a du jeu. Les acteurs, en pervertissant les règles du jeu, en appliquant leur

⁷ Jean-Louis Le Moigne, dans *Les systèmes de décision dans les organisations*, Paris, PUF, 1974, parle d'« informations fatales » pour désigner les informations qu'il appelle « primaires ou de faibles moments », c'est-à-dire des informations suffisamment sûres et courantes engrangées par toute organisation au cours de son existence quotidienne (p. 78). C'est par similitude que nous utilisons le terme de couplage fatal.

⁸ L'ensemble des informations inscrites sur quelque support que ce soit, depuis le cahier d'écolier jusqu'à la mémoire individuelle des membres de l'organisation, en passant par les mémoires informatiques, les archives formelles, etc.

mètis⁹, trouvent des ressources qui introduisent du désordre¹⁰ dans le système, désordre qui peut être mortel mais aussi créateur. Le couplage autopoïétique a un rapport avec l'existence de ces « zones » de non droit ou de liberté par rapport à la règle. Les acteurs des systèmes d'action concrets qui agissent dans le système territorial essaient de s'approprier des marges de manœuvre fondées sur des zones d'incertitude qu'ils maîtrisent mais que ne maîtrisent justement pas leurs associés-concurrents.

L'estimation que nous ferons du couplage des systèmes territoriaux du nord et du sud du Tarn sera une estimation du couplage *relatif* de ces systèmes et c'est par comparaison entre ces couplages plus ou moins importants que nous raisonnerons.

Par ailleurs, le couplage est lui-même un concept dialogique : il faut suffisamment de couplage pour que le système soit maîtrisé (qu'il existe une organisation) et que les projets puissent être imaginés et mis en œuvre. Mais il n'en faut pas trop, sous peine de stériliser l'imagination : un système anarchique risque de sombrer dans un « désordre » entropique¹¹, un système

⁹ C'est-à-dire leur ruse. La question de la *mètis* peut ici être résumée par l'idée que les acteurs sont plus intelligents que leurs représentations, ce qui leur permet de développer des stratégies paradoxales (ou « doubles », comme le disait Yves Barel, de façon consciente ou inconsciente).

¹⁰ Voir note suivante.

¹¹ Nous nous heurtons ici à l'ambiguïté des termes « ordre » et « désordre », notamment dans leur utilisation au sens du deuxième principe de la thermodynamique (théorie entropique) transposé aux sciences sociales. En thermodynamique, le processus d'entropie est la marche vers le *désordre* (Boltzmann) maximal qui est aussi l'état d'*équilibre* du système : équilibre, parce que « aucun processus producteur d'entropie ne peut plus se produire » (Prigogine et Stengers, 1979, p. 136), désordre, parce que la dissymétrie entre les molécules, qui est signe d'organisation et donc d'*ordre organisationnel*, disparaît. Ainsi, l'équilibre est, en thermodynamique, associé au désordre. En sciences sociales, notamment en économie néoclassique, ce sont équilibre et ordre qui sont associés. Plus généralement, en sciences sociales, les notions d'ordre et de désordre sont extrêmement floues, dans la mesure où elles sont conventionnelles : l'« ordre » de la dictature de Pinochet, ou celui des régimes stalinien ou hitlérien est aussi pervers que l'anarchie violente qui règne dans certains États actuels (Darfour, Irak, par exemple). En ce sens, ces « ordres » peuvent également être appelés « désordres ». En préférant le terme « complexité » dans le principe de von Foerster, Atlan prend acte de cette difficulté. En insistant sur le terme organisation, Morin attire l'attention sur elle. Les concepts d'ordre et d'équilibre peuvent profitablement être remplacés par l'idée d'une organisation (création de dissymétries, de hiérarchies, de tonalités...) complexe (dialogique : trop d'ordre, pas assez d'ordre...).

trop couplé, régulé et hiérarchisé, risque de tomber dans un « ordre » tout aussi entropique. Cette nature dialogique apparaît bien dans la séparation entre couplage fatal et couplage autopoïétique. Nous avons tenté de prendre en compte ce caractère dialogique.

1.1.2. Ouverture

Dans le tome premier de *La méthode*, Morin nous dit à la fois que le concept d'ouverture d'un système est fondamental, mais que cette ouverture n'est pas la chose la plus importante, et n'a pas un caractère suffisant en lui-même¹².

On sait, notamment depuis Bertalanffy¹³, que tout système vivant ou social est ouvert, parce qu'il a besoin de puiser dans son environnement une partie des ressources qui lui sont nécessaires. Grâce à l'ouverture, l'entropie recule dans le système lui-même¹⁴. C'est en particulier par le biais de l'information que l'entropie diminue, au point qu'on a pu définir l'information comme de la « néguentropie » ou encore, de l'entropie négative, capable de lutter contre le second principe de la thermodynamique de Clausius. Mais la question de l'ouverture du système rencontre de sérieuses difficultés théoriques qui ont opposé nombre d'auteurs depuis une trentaine d'années : le débat autour du principe de « clôture informationnelle » de Varela, appuyé par Castoriadis affirmant que tout système vivant ne peut être pensé que de l'intérieur de lui-même, est commenté par Atlan qui conclut : « Et pourtant, elle tourne... » ou, plus précisément : « Et pourtant, les systèmes vivants sont quand même pensés de l'extérieur »¹⁵.

¹² Edgar Morin, *La méthode*, t. 1, *La nature de la nature*, Paris, Seuil, 1997, notamment p. 199.

¹³ Ludwig von Bertalanffy, *Théorie générale des systèmes*, Paris, Dunod, 1968.

¹⁴ Et le caractère entropique du système, qui ne disparaît pas, mais est atténué, se reporte sur l'environnement. Cette hypothèse permet de concilier le premier et le deuxième principe de la thermodynamique sur la conservation et la déperdition de l'énergie.

¹⁵ Henri Atlan, *Entre le cristal et la fumée*, op. cit., p. 90. Le débat tourne autour de l'idée que « l'auto-organisation ou autopoïèse implique que les règles d'organisation soient intérieures au système qui apparaît ainsi informationnellement clos (alors qu'il est thermodynamiquement ouvert) », écrit Atlan. Bien que ce débat dépasse le cadre de notre travail, il nous paraît important d'en souligner quelques traits, puisque cela doit nous conduire : d'une part, à insister sur la question de la place du modélisateur dans le modèle (extérieur tout en étant intérieur) et, d'autre part, à intégrer (comme nous le

Le concept de « bruit organisationnel » (cf. note précédente) permet d'avancer dans la prise en compte de ce paradoxe, nous dit Atlan. Autrement dit, quelle que soit la valeur accordée par l'organisation interne à l'information qui entre dans le système en provenance de l'« environnement », ce « bruit », ainsi qu'il peut être perçu de la part d'un observateur extérieur (et sans doute aussi intérieur¹⁶), est actif, il joue un rôle organisateur.

En ce sens, l'ouverture du système ou, plutôt, du modèle qui lui est homomorphe est indispensable. Ne penser que l'endogène, c'est oublier que le système « vit et meurt » d'échanges : besoin de flux énergétiques (entrants et sortants, comme l'énergie et les déchets) et de flux informatifs, eux-mêmes entrants et sortants (communication), pour produire des objets matériels ou virtuels ou symboliques. Morin propose, pour cette raison, de ne pas parler de système ouvert, « mais d'ouverture systémique, organisationnelle, et aussi ontologique, existentielle »¹⁷. Le premier tome de *La méthode* consacre divers développements à ce concept, d'où il ressort, d'une part, que l'ouverture et la fermeture du système sont toujours présentes toutes deux et en relation dialogique et, d'autre part, que c'est ce qui fonde ce que Morin appelle l'« autonomie dépendante ». Ouverture et fermeture entremêlées, c'est le concept de frontière qui est ainsi remis en cause sous deux formes principales : où est la frontière ? qu'est-ce que la frontière ?

Morin insiste enfin sur le caractère ontologique et existentiel de l'ouverture : « à la fois bouche par laquelle le vivant¹⁸ nourrit sa propre existence et la brèche hémorragique de sa dépendance et de son inachèvement »¹⁹. Traduisons pour l'instant : l'être (individuel, social) n'est pas un objet, mieux, un sujet en soi, mais un sujet en relation permanente. Ce sont donc les relations plus que les sujets qu'il s'agit de modéliser.

faisons dans le modèle) le principe de complexité par le bruit proposé par Atlan à la place du principe de von Foerster (ordre par le bruit).

¹⁶ Tout signe arrivant de l'« extérieur » peut être transformé en information pertinente ou en information non pertinente (« bruit ») selon les conditions cognitives de l'organisation au moment de la « survenue » du signe. Dire que le bruit est aussi une information, même si elle est non pertinente, c'est se conformer à la définition de Bateson : l'information est une différence qui apporte une différence (G. Bateson, *Une unité sacrée. Quelques pas de plus vers une écologie de l'esprit*, Paris, Seuil, 1996 (1991), en particulier, p. 277). Perçu comme bruit, le signe importé change quelque chose : lorsque le téléphone grésille, je ne sais pas forcément ce que l'on m'a dit, mais je sais au moins que l'on m'a dit quelque chose et que je dois faire vérifier mon appareil.

¹⁷ Edgar Morin, *La méthode*, t. 1, *op. cit.*, p. 200.

¹⁸ Et le social aussi.

¹⁹ Edgar Morin, *La méthode*, t. 1, *op. cit.*, p. 207.

Les systèmes territoriaux sont justiciables d'une telle approche. Les flux d'échange de matières, d'énergie, d'information, de communication ou encore d'êtres humains, sont indispensables à un système territorial. Ces flux ou relations, cependant, ne sont pas tous de même nature. L'ouverture étant à la fois la « bouche » et la « brèche », elle apporte des ressources et des dépendances. Les ressources importées peuvent être signe de dépendance (matières premières) mais aussi d'augmentation de l'autonomie (informations), bien qu'on puisse être dépendant aussi des informations que maîtrise et dispense ou non l'extérieur. De même, les emboîtements d'échelle au sens des relations de contrôles interentreprises peuvent revêtir des formes opposées : l'autonomie est davantage du côté de l'entreprise qui en contrôle une autre que du côté de celle qui est contrôlée²⁰.

1.1.3. Redondance-variété

Le terme « redondance » vient du latin *redundantia*, signifiant « trop-plein », « excès » et de *redundare*, « déborder ». Un système redondant serait donc un système caractérisé par le trop-plein et l'excès et débordant de lui-même, ne se contenant pas²¹. Morin nous dit, que le tout est plus que lui-même en même temps qu'il est moins que lui-même.

Le mot a eu une carrière en biologie où l'on parle de « totipotence de la cellule », c'est-à-dire, au cours de l'embryogenèse, capacité de celle-ci à se développer dans diverses directions pour former n'importe quel organe indifféremment, jusqu'à l'inhibition de toutes ses potentialités sauf celle qui correspondra à sa spécialisation définitive. Bernard définit le terme comme « fonction de mise en réserve », illustrant l'existence dans l'organisme biologique d'organes creux et extensibles (pouvant donc se remplir et dépasser leur volume initial) et de redoublement d'organes (deux yeux, deux reins...). De même les biologistes évoquent une redondance « fonctionnelle » ou « active », opposée à une redondance « passive » : la redondance est active lorsque plusieurs organes peuvent exercer la même fonction, elle est passive lorsque l'élément redondant est normalement inactif jusqu'à la défaillance d'un autre organe²².

²⁰ Mais le fait de contrôler une autre entreprise peut aussi représenter une fragilité. Les cas d'absorptions « mal digérées » pour des raisons diverses – financières, culturelles, organisationnelles... – ne sont pas rares.

²¹ Le langage courant admet d'ailleurs cette acception : « je ne me contiens plus ».

²² Sur les sens du mot redondance rassemblés ici, voir Yves Barel, *Le paradoxe et le système. Essai sur le fantastique social*, Presses Universitaires de Grenoble, 1989, notamment, p. 105-145.

Cela signifie donc que tout système contient des potentialités non actualisées (pour utiliser le langage de Barel) en même temps que des caractères au moins provisoirement inhibés. Dans un système social, cela note la capacité d'une partie du système à jouer un rôle initialement non prévisible, à se spécialiser dans d'autres tâches que celles pour lesquelles elle avait été conçue²³.

Yves Barel multiplie les approches et les définitions de la redondance appliquée au social. Pour l'essentiel, sa conception fait de la redondance sociale quelque chose de proche de l'hologrammie et, reprenant la notion de « partie totale » de Castoriadis, impliquant une « superposition », il parle de la : « présence d'éléments analogues dans plusieurs parties d'un ensemble, d'une structure ou d'un système (...) qui permet de conjecturer de l'inconnu à partir du connu, de reconstituer le tout à partir d'une fraction ou la fraction à partir du tout et de contribuer à donner un sens aux structures ou systèmes redondants »²⁴.

De son côté, le concept de variété doit son nom à Ashby qui voulut désigner ainsi le nombre des états stables ou des comportements différents qu'un objet ou un système est susceptible d'exhiber²⁵. La variété exprime ainsi la richesse ou la complexité du système. Luhmann utilise le concept de variété en le rapprochant de celui de redondance : « Par Variété, nous désignons la multiplicité et la diversité des éléments d'un système et par Redondance, la mesure dans laquelle la connaissance d'un élément nous permet de deviner les autres sans devoir faire appel à des informations supplémentaires »²⁶. Pour cet auteur, redondance et variété apparaissent en opposition, la variété créant de l'incertitude et de la souplesse, la redondance générant de la certitude et de la rigidité (« En cas d'augmentation de la variété, il est probable (...) que la redondance diminue et que la valeur de surprise de l'information sur les éléments augmente. À l'inverse, l'augmentation de la redondance du système (...) tend à diminuer la variété du

²³ Il est constamment nécessaire de se souvenir de ce que les systèmes sociaux, bien qu'apparaissant comme dépassant les êtres qui les forment et, à ce titre, semblant *naturels*, sont en fait des systèmes *artificiels* au sens donné à ce terme par Simon notamment.

²⁴ Yves Barel, *Le paradoxe et le système*, *op. cit.*, p. 106-107.

²⁵ Cette formulation est de Jean-Louis Le Moigne, *La théorie du système général. Théorie de la modélisation*, PUF, Paris, [1977]1990, p. 211.

²⁶ Niklas Luhmann, *Politique et complexité*, Paris, Éd. du Cerf, Paris, 1999 (Westdeutscher verlag, 1987), p. 62.

système)»²⁷, bien que l'on puisse, écrit-il, « imaginer des formes susceptibles de combiner une plus haute variété avec une plus grande redondance »²⁸. Au contraire, selon Barel, redondance et variété sont clairement enchevêtrées et apportent en même temps, incertitude et certitude ou, selon sa terminologie, indécidabilité et décidabilité.

Cette dernière conception nous paraît plus féconde que la première. La redondance, en laissant ouvertes des potentialités multiples, est à la source de la création du nouveau dans le système. Ce que Luhmann désigne comme « multiplicité et diversité des éléments du système » (la variété) ne doit pas se limiter aux éléments actualisés, mais intégrer les éléments potentiels ou virtuels²⁹, comme éléments réels du système. Sans cela, le concept de variété serait aussi pauvre que celui de redondance « se bornant à désigner tout ce qui est ordre répétitif »³⁰. Pour Barel, la redondance sociale est un recouvrement, une superposition, non seulement d'institutions sociales, mais aussi de sens. Dans cette interprétation, la redondance signifie en particulier la pluralité des sens possibles, est source de variété, ne fait en réalité plus qu'une avec la variété. C'est pourquoi les deux concepts sont ici liés par un trait d'union qui pourrait aussi être une boucle récursive³¹. Pris ainsi, le concept-Janus, (ou encore, deux concepts reliés de façon dialogique ou ago-antagoniste) redondance-variété, « nous indique que le nouveau ne peut s'inscrire que sur du déjà connu et du déjà organisé »³². Ce

²⁷ *Ibid.*, p. 62.

²⁸ *Ibid.*, p. 62.

²⁹ Référence à Pierre Lévy et à ses travaux sur le virtuel en informatique qui le conduit à s'interroger sur le sens de la réalité ou du réel. G. Deleuze écrit quelque part, dans *Différence et répétition* (Paris, PUF, [1968] 2003), que « le virtuel possède une pleine réalité en tant que virtuel ».

³⁰ Edgar Morin, *La méthode*, t. 1, *op. cit.*, p. 351.

³¹ Un exemple concret peut faciliter la compréhension de cette question relativement contre-intuitive : dans la commune de Figeac, dans le Lot, de nombreuses parties boisées et en friche sont inutilisées et ont souvent été pointées comme un gaspillage de ressources foncières. En fait, ces ressources, loin d'être gaspillées, sont à la fois un élément en surplus ou en réserve (une redondance passive, « répétition » de surface non utilisée) et une redondance active dans la mesure où ces surfaces peuvent venir doubler dans des emplois similaires des espaces déjà occupés. Ces friches sont donc en fait une ressource potentielle qui vient augmenter la variété du système : leur utilisation future reste indéterminée et ouverte. Redondance et variété peuvent donc contribuer ensemble à l'ultrasensibilité du système territorial.

³² Edgar Morin, *La méthode*, t. 1, *op. cit.*, p. 351.

qui nous intéresse dans ce concept double, c'est qu'il nous permet de mettre en évidence la capacité de création d'un système social à partir de quelque chose que l'on peut relativement estimer et qui, en outre, entre en relation avec le principe fondamental de la complexité par le bruit³³. L'estimation de la redondance-variété d'un système doit permettre d'en imaginer la souplesse, la capacité autopoïétique, donc la capacité de résistance et de transformation, c'est-à-dire de re-production, le trait d'union exprimant le fait qu'il s'agit, non d'une duplication à l'identique, mais d'une nouvelle production à chaque instant³⁴.

1.2. Formes du modèle : « le lien et le cercle »³⁵

« Sans la complicité fondamentale du lien et du cercle, la mêtis ne peut pleinement s'exercer. Pour déployer toutes ses ressources, l'intelligence rusée a besoin de l'échange circulaire du lié et du lieur »³⁶. Cette formulation peut être rapprochée de celle donnée par Laflamme parlant de « circulation et relation » : « Le concept de circulation, dans son acception rigoureuse, évoque une mobilité circulaire, une rotation ou même un va-et-vient (...) Le concept de relation, lui, (...) désigne moins ce qui est échangé entre les éléments (...) que le fait que les éléments interagissent »³⁷.

³³ Tout système, en effet, et les systèmes territoriaux n'y échappent pas, génère du « bruit » dont on a montré (von Foerster, Atlan) qu'il était constitutif de l'organisation. D'ailleurs, la notion de bruit elle-même est sujette à débat, comme on l'a signalé lors de la discussion du concept d'ouverture. On se souviendra qu'Henri Atlan propose de faire avancer ce débat en considérant que le bruit est organisationnel : vu de l'extérieur, le bruit n'est que du bruit, sans signification. Mais, pour l'intérieur du système, un « bruit » apparent peut fort bien être une information qui « in-forme », comme l'indique Jean-Louis Le Moigne, autrement dit, qui organise. « Tout ce qui est organisation vivante fonctionne malgré, contre et grâce au bruit » Edgar Morin, *La méthode*, t. 1, *op. cit.*, p. 351.

³⁴ Un débat fort intéressant existe entre la position d'Henri Atlan et celle de Cornélius Castoriadis sur le caractère paradoxal des concepts de redondance et de variété : Henri Atlan, *Entre le cristal et la fumée*, *op. cit.*, p. 89-90.

³⁵ Titre d'un article de Marcel Detienne, « Le lien et le cercle », *Journal of symbolic anthropology*, 5, 1974, repris dans la conclusion de Detienne et Vernant, *Les ruses de l'intelligence. La mêtis des Grecs*, Paris, Flammarion, 1974, p. 261-306 et cité p. 308.

³⁶ *Ibid.*, p. 292.

³⁷ Simon Laflamme, *La société intégrée*, *op. cit.*, p. 207.

On peut également retrouver dans ces deux extraits, les concepts de rétroaction (ou feed-back) mis en œuvre par la cybernétique, celui de régulation, dont Le Moigne fait, à partir de Boulding, le troisième niveau du « modèle archétype de l'articulation d'un système complexe en neuf niveaux »³⁸, celui de récursivité qui traverse toute *La méthode* de Morin ou, encore, celui de boucles étranges, décrit par Hofstadter.

1.2.1. Hiérarchie enchevêtrée

Le modèle se fonde à la fois sur le caractère circulaire et, plus précisément, trinitaire et sur le caractère d'enchevêtrement de ces concepts dialogiques.

Les trois concepts sont également situés à des niveaux différents, mais la hiérarchie qui peut s'établir entre eux est enchevêtrée, c'est-à-dire que la pure hiérarchie verticale de la pensée classique est altérée par des glissements incessants : « Il y a Hiérarchie Enchevêtrée quand ce que vous croyez être des niveaux bien nets vous surprend en se rabattant les uns sur les autres au mépris de la hiérarchie. (...) Quelque chose d'intérieur au système en sort et agit sur le système »³⁹.

Enfin, ces concepts se trouvent liés par des relations dialogiques, c'est-à-dire à la fois synergiques et contradictoires. Ainsi peut-on faire apparaître deux principes qui émergent du modèle : un principe de reproduction et un principe d'évolution qui sont à la fois nécessaires l'un à l'autre, tout en s'opposant mutuellement. Le système doit à la fois assurer sa stabilité (sa « survie », si le terme peut avoir du sens en matière de systèmes sociaux) et son changement, sa constante réorganisation. On peut considérer que ces capacités des systèmes vivants et sociétaux sont en partie contradictoires dans la mesure où toute évolution du système le met en danger, tout comme une stabilité trop prononcée, en créant ou en accentuant l'écart entre lui et les environnements et événements qu'il doit affronter.

1.2.2. Difficulté de l'opérationnalisation

Il reste, cependant, que cette approche pose des problèmes redoutables lorsqu'on fait le pari de l'opérationnaliser. À la fin de sa thèse de doctorat, Roggero pointait la difficulté d'un tel pari. Nous sommes confronté à cette difficulté mais conscient aussi de la nécessité des « éventuels prolonge-

³⁸ Jean-Louis Le Moigne, *La modélisation des systèmes complexes*, op. cit., p. 59.

³⁹ David Hofstadter, *Gödel, Heschel, Bach, les brins d'une guirlande éternelle*, Paris, InterÉditions, [1979]1985, p. 778-779.

ments » auxquels appelait l'auteur⁴⁰. Aussi avons-nous pris le risque d'un modèle dont la structure peut paraître bien simpliste après tant de débats théoriques.

L'application d'un modèle de ce type à d'autres objets sociaux – en l'occurrence, la constitution de Systèmes Productifs Locaux (SPL) dans le département du Tarn et de l'Ariège –⁴¹ montre pourtant que l'on peut en obtenir des informations précieuses sur les potentialités d'un système social et que son utilisation, si elle ne peut en aucun cas être prédictive, permet d'attirer l'attention sur certains aspects du système qui, autrement, pourraient passer inaperçus. En ce sens, on peut penser qu'il s'agit là de l'amorce d'un modèle d'aide au diagnostic territorial.

1.3. Fonctionnement du modèle

Le modèle est constitué d'indicateurs associés aux concepts qui viennent d'être présentés et de relations particulières posées entre ces concepts informés par les indicateurs qui leur sont associés. L'objectif est d'estimer la dimension « ultrasensibilité » (selon le terme utilisé par Ashby) à partir des estimations que nous avons réalisées⁴² des trois concepts ou dimensions couplage, ouverture et redondance-variété. On trouve dans la figure 1 à la fois l'organisation du modèle, les indicateurs qui permettent de l'informer et le type de relations ainsi que le sens (positif ou négatif) des relations entre les concepts et l'ultrasensibilité.

⁴⁰ Pascal Roggero, *Des communes dans la complexité : représentations et politique*, Thèse de doctorat en sociologie, Université des sciences sociales de Toulouse, 1997, p. 634.

⁴¹ Stéphane Audras, François Taulelle, Mathieu Vidal, Claude Vautier, « Les bassins de Castres-Mazamet et Lavelanet : difficulté des SPL textiles et montée en puissance des TIC », in Régis Guillaume (dir.) *Les systèmes productifs locaux en Midi-Pyrénées*, CCRDT, Rapport final, janvier 2004, p. 198-255. Repris (sans la modélisation) dans Régis Guillaume (dir.), *Globalisation, systèmes productifs et dynamiques territoriales. Regards croisés au Québec et dans le Sud-Ouest français*, Paris, L'Harmattan, coll. Géographies en liberté, 2005, p. 183-212.

⁴² Cette estimation a été réalisée à partir d'une enquête lancée auprès de 312 personnes (députés, sénateurs, conseillers régionaux, conseillers généraux, responsables de structures intercommunales, maires et conseillers municipaux, responsables d'organismes consulaires, d'administrations, d'entreprises locales, d'organismes de formation et d'associations) du nord et du sud du Tarn. Le taux de réponse est de l'ordre de 20 % (59 réponses dont 64 % d'élus). Par ailleurs, 50 entretiens ont été réalisés avec certains de ces responsables locaux.

1.3.1. Indicateurs associés aux concepts

Nous avons estimé les concepts utilisés de la façon suivante :

a. Couplage : le couplage est évalué à partir de l'existence de systèmes d'actions concrets et de réseaux, des sentiments d'identité, de culture commune et d'appartenance à cette identité et culture, de prégnance de traditions locales, par l'existence de projets propres à la zone étudiée et de la maîtrise centrale de l'information sur la zone.

b. Ouverture : les indicateurs en sont l'information sur l'extérieur de la zone, l'existence de projets partagés avec des acteurs extérieurs (par exemple, les projets de pays), les réseaux existant avec des acteurs extérieurs à la zone (par exemple les réseaux de villes...), le sentiment d'ouverture des acteurs, leur sentiment de la dépendance de la zone (interprété de façon négative : plus de dépendance signifie une ouverture moindre).

c. Redondance : elle peut s'estimer par la volonté des acteurs interrogés de simplifier et par leur tendance à dénoncer des doublons inutiles dans leur territoire, ainsi que par les sources plus ou moins différenciées de l'information dont dispose le pouvoir local sur son territoire et sur les territoires environnants qui sont potentiellement ses concurrents.

d. Variété : elle est traitée ici comme un résultat. En effet, du fait de la définition à laquelle nous nous sommes rallié (ensemble des états que le système est susceptible d'exhiber) elle correspond à la capacité du système à s'adapter, à se transformer, à s'auto-éco-ré-organiser. Cette capacité, qui correspond à ce que Ashby appelait l'« ultrasensibilité » du système, est en fait ce que nous cherchions à mettre en évidence pour chacune des deux zones qui font l'objet de l'étude. Nous avons donc déduit la variété de chacun des systèmes étudiés, à partir des indicateurs précédents, selon la procédure indiquée dans la figure 1. Les trois concepts de couplage, d'ouverture et de redondance-variété apparaissent dans les trois zones délimitées par des traits pointillés. Les indicateurs sont les boîtes qui sont associées à chaque concept, suivis des numéros des questions de l'enquête qui apportent l'information. Les signes indiquent comment nous les prenons en compte.

Nous l'avons dit : un exercice de modélisation est forcément appauvrissant, mais il ne doit pas occulter les aspects que nous tenons

comme essentiels à la compréhension du système. Nous avons donc tenté de tenir compte du caractère dialogique de diverses dimensions⁴³.

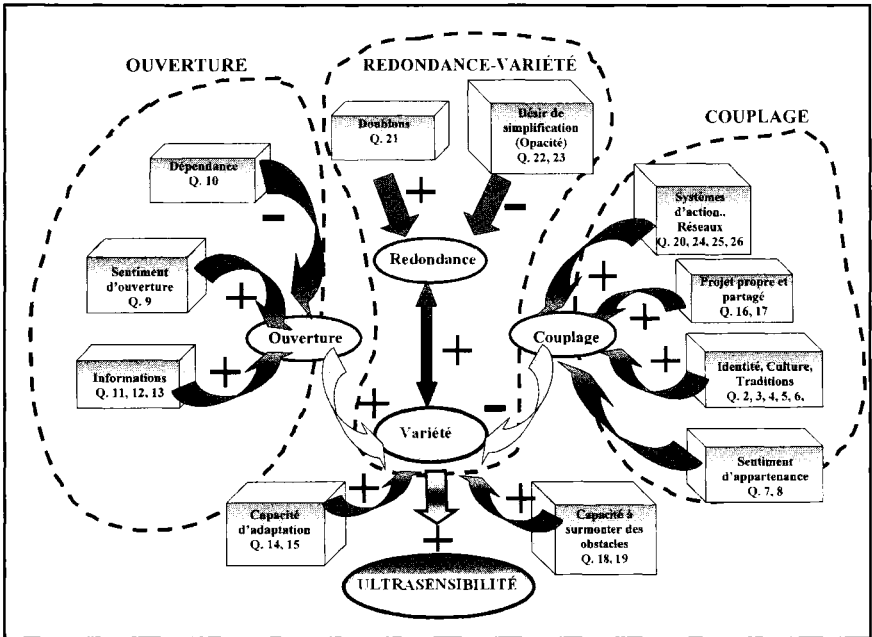
Ainsi, l'ouverture a-t-elle un aspect dialogique, dans la mesure où elle augmente la capacité d'autofinalisation du système en lui donnant des ressources supplémentaires puisées dans l'environnement en même temps qu'elle peut représenter une diminution de cette capacité du fait des injonctions provenant du système extérieur auquel le système étudié est soumis. Nous devons donc la prendre en compte de telle sorte que soit reconnue sa contribution à la variété du système en même temps qu'une certaine contribution au couplage. Nous le faisons en comptant positivement le sentiment d'ouverture exprimé par les répondants et négativement le sentiment de dépendance également exprimé.

De même, le couplage apporte une cohésion qui donne au système une capacité à faire naître et à mener à bien des projets, lesquels sont au centre du phénomène de changement du système. De ce fait, nous devons tenir compte également du caractère dialogique du projet. Sans projet, en effet, on ne voit pas comment le système pourrait agir autrement que par simple adaptation, et encore peut-on penser que, même pour une adaptation, il faut projeter une action. Nous avons donc considéré que si le projet entre clairement dans le couplage, il en est aussi le résultat et ce résultat est facteur de variété. Cependant, les informations dont nous disposons ne permettent pas de comptabiliser dialogiquement cette dimension. C'est donc dans l'interprétation des résultats du modèle que nous avons introduit cette dimension.

Enfin, le désir de simplification doit aussi faire l'objet d'un traitement particulier, dans la mesure où il révèle à la fois une certaine peur devant l'opacité et la complication, laquelle peut d'ailleurs conduire à des mesures salutaires dans certaines situations. Nous avons traité cette question en comptabilisant positivement, pour sa contribution à l'ultrasensibilité, l'existence de doublons dans le système et négativement, pour cette contribution, le désir de simplification exprimé par les personnes interrogées.

⁴³ Nous sommes bien conscient de l'ambiguïté de ces diverses dimensions d'un système territorial, entre autres. Selon Morin, l'autonomie est toujours dépendante, ce à quoi nous souscrivons totalement.

Figure 1
Schéma opérationnel du modèle :
les indicateurs et leur prise en compte



Comme le montre la figure 1, nous avons considéré que l'ultrasensibilité d'un système pouvait être évaluée en additionnant son ouverture et sa redondance-variété et en retranchant son couplage, tout en étant sensible aux approximations que constituaient de telles opérations. C'est pourquoi l'interprétation finale des résultats du modèle joue un rôle fondamental pour apporter les nuances dans l'intelligibilité globale qui manqueraient autrement.

1.3.2. Mise en œuvre du modèle

Nous avons évalué les deux zones qui constituaient le terrain d'étude, Albi-Carmaux, d'une part, Castres-Mazamet, de l'autre. Pour chacune des deux zones, mais aussi des quatre villes (Albi, Carmaux, Castres et Mazamet), nous disposons donc, à partir de l'enquête par questionnaires, d'évaluations quantitatives ou qualitatives. Les données d'ordre qualitatif sont utilisées dans le dernier volet de l'article pour effectuer

l'interprétation finale, l'herméneutique. En ce qui concerne les données quantitatives, lors du dépouillement des questionnaires, chaque question a été codée afin de pouvoir faire l'objet d'un traitement numérique, effectué sur le logiciel de traitement de données SPSS. Nous avons obtenu ainsi un ensemble de variables qui permettent de calculer des taux de réponses, sous forme de pourcentages de fréquence des réponses, de moyennes ou de moyennes de rangs⁴⁴, et d'effectuer des tests de signification des résultats (test t, analyse de variance, test du khi-deux, test de Mann-Whitney, test de Kruskal-Wallis, essentiellement). Nous disposons donc de données nous fournissant soit la distribution de fréquences des réponses pour les variables nominales, soit la moyenne pour les variables cardinales. Parfois, quand le nombre de réponses était trop restreint, nous avons traité les variables cardinales en tant qu'ordinales – travaillant alors avec la moyenne des rangs (M_R) plutôt qu'avec la moyenne elle-même – et les avons soumises à des tests non paramétriques, plus prudents. Pour certaines comparaisons, vérifiées par des tests inférentiels, nous avons inscrit divers indices du caractère significatif des fréquences ou des moyennes. Dans les tableaux de traitement des données et dans diverses notes de bas de page, nous signalons par le paramètre p si les données sont significatives ou non : elles le sont chaque fois que $p < 0,05$, ce qui signifie que les écarts constatés entre les réponses des deux zones ou des quatre villes ont moins de 5 % de risques d'être dus au hasard et liés à une erreur d'échantillonnage.

Nous avons ensuite affecté des « rangs » (que l'on pourrait appeler de second degré) aux moyennes ou aux fréquences dont nous disposons. L'affectation de ces rangs suit la règle suivante : lorsque, selon nous, la dimension a un effet positif sur l'ultrasensibilité du système, nous lui affectons une valeur qui va de 1 pour l'effet le plus faible, à 4

⁴⁴ Le codage des données consiste, entre autres, à affecter une valeur prise dans une échelle à chaque type de réponse proposé dans les questionnaires. Ainsi, pour la question 2 concernant la culture des villes d'Albi, Carmaux, Castres et Mazamet, les quatre réponses possibles ont été codées ainsi : « très visible » : 4 ; « assez visible » : 3 ; « peu visible » : 2 ; « pas visible » : 1. De ce fait, la moyenne des réponses se situe entre 1 et 4 et indique si celles-ci sont plus proches de « très visible » ou de « pas visible ». Par exemple, lorsque la moyenne des rangs est égale à 3,5, on peut considérer qu'elle marque une forte visibilité de la culture locale selon les répondants.

pour l'effet le plus fort, le plus faible étant repéré par une fréquence ou une moyenne plus basse et le plus fort par une fréquence ou une moyenne plus haute. Nous avons alors groupé ces résultats dans un tableau⁴⁵ que nous nommons « contribution de [x] au couplage [ou à l'ouverture, ou à la redondance-variété] » et qui présente les fréquences ou moyennes obtenues pour chaque zone ou ville et les rangs que nous leur affectons du fait de ces fréquences ou moyennes. Le schéma du travail qui suit est donc toujours du type : 1) traitement des données : libellé de la question ; état des moyennes ou des fréquences de réponses (dans un tableau ou non) et comparaison ; 2) contribution au [couplage / ouverture / redondance-variété]. Ces résultats ayant été obtenus pour chacune des trois dimensions (couplage / ouverture / redondance-variété), une estimation de leur contribution à l'ultrasensibilité du système est donnée dans deux tableaux, l'un regroupant toutes les variations, l'autre regroupant seulement les variations inférables d'après les tests.

Les trois dimensions sont ensuite regroupées en deux principes que nous avons décidé de tester : un principe de reproduction (sans trait d'union, ce qui indique qu'il s'agit d'évoquer une continuité et non un changement), d'une part, mesuré par le couplage et, d'autre part, un principe d'évolution constitué par l'ouverture et la redondance-variété regroupées pour représenter le phénomène, appelé par Barel reproduction et auto-éco-ré-organisation par Morin, que nous souhaitons mettre en évidence.

2. Mise en œuvre du modèle : étude de la re-production

Le couplage, selon le nom du concept qui représente le rassemblement, au niveau systémique, des acteurs du territoire, est interprété comme un facteur de cohésion de ceux-ci. Mais il est également perçu comme un facteur de relative fermeture : le couplage du système signifie que les

⁴⁵ Pour des raisons de format de l'article, ces tableaux n'ont pas été reproduits, à l'exception, et pour explicitation de la démarche, de ceux qui concernent la première dimension (tableau 1 : Estimation de la contribution des systèmes d'action au couplage dans le nord et le sud du Tarn). Nous avons fait de même pour le tableau 2 présentant un test t pour les questions 2 à 4 (concernant le couplage). Les résultats sont cependant donnés dans les tableaux récapitulatifs (tableaux 3 et 4).

acteurs se trouvent ou se perçoivent dans une certaine proximité : géographique, historique, identitaire, organisationnelle, mais aussi en termes de relations réticulaires, de systèmes d'actions communs. La concordance des caractères de proximité assure souvent la convergence des projets et facilite leur mise en œuvre et leur aboutissement, nous l'avons déjà souligné. Cependant, la proximité avec ceux qu'on considère comme ses pairs va souvent de concert avec l'éloignement de ceux auxquels on n'accorde pas ce statut. Caractère dialogique, contradictoire et pourtant inséparabilité des aspects ainsi caractérisés, dont il faut tenir compte dans notre traitement du modèle.

Or, l'ouverture du système sur l'« extérieur » est nécessaire pour introduire cette néguentropie qui permet de lutter contre le phénomène d'épuisement énergétique ou « inforgetique »⁴⁶ du système. Cette ouverture est rendue possible par les emboîtements d'échelle, d'une part : les relations commerciales, industrielles, politiques, qui donnent accès à de nouvelles ressources. Mais elle est, d'autre part, favorisée par la maîtrise par le système de certaines informations, à la fois sur lui-même et sur l'extérieur. Pourtant, ici aussi, le jeu est à double tranchant. L'ouverture peut signifier dépendance (entreprises sous-traitantes, par exemple, ou encore, filiales) ; la maîtrise de l'information peut se doubler de la maîtrise d'informations sur le système par d'autres systèmes ou sous-systèmes : l'information étant considérée comme une source de pouvoir lorsqu'elle est maîtrisée exclusivement par le centre, par exemple, elle est source de pouvoir local lorsqu'elle est mise à la disposition des sous-systèmes locaux (ou se trouve en eux). Ici encore, nos concepts sont dialogiques et la mise en œuvre du modèle doit en tenir compte.

Enfin, la troisième caractéristique du système est que le système crée, invente en permanence de nouvelles formes de relations en son sein. Ici, deux concepts liés doivent être mis en œuvre : la redondance et la variété. La redondance a été définie comme un redoublement d'institutions, d'informations, de relations qui, à première vue, paraît inutile. Accroissant l'enchevêtrement et l'opacité du système, elle semble être un défaut qu'il est nécessaire d'éliminer, ce que déclarent nombre d'acteurs face à son existence. Mais nous avons vu également que ce

⁴⁶ Jean-Louis Le Moigne, *La modélisation des systèmes complexes*, op. cit., p. 90-91.

redoublement est aussi une ressource assurant une plus grande souplesse du système, puisque divers chemins sont toujours possibles pour aller au but, puisque des connexions nouvelles semblent toujours susceptibles de se réaliser. Enfin, nous savons que la variété du système est en relation étroite avec la redondance. Le système trouve donc là encore des ressources nouvelles, en même temps que de l'inquiétude devant la multiplicité des potentialités qui s'expriment, par l'incertitude que, de ce fait, elle développe, dans le temps où elle multiplie les capacités de réaction et d'imagination, d'invention. Ouverture et redondance-variété développent donc la capacité autopoïétique du système.

Nous disposons donc finalement de deux principes reliés, à la fois inséparables et antagonistes, déterminant un principe dialogique global de reproduction-évolution : le système se reproduit en recherchant l'homéostasie, *en même temps* qu'il se transforme. Cette partie traite donc de ces deux principes à travers les trois dimensions définies.

2.1. Captation : étude du couplage

Nous avons montré que le système tente de capter les ressources qui semblent permettre sa stabilité ou son homéostasie. Pour ce faire, il joue sur le couplage, c'est-à-dire essentiellement sur l'unité, sur la centralité. Il y a dans le couplage une efficacité remarquable. La cohésion, la centration autour d'un être, d'une idée, d'un projet, favorise l'action et la réaction face aux demandes jugées plus ou moins agressives de l'environnement ou de certaines parties internes au système. Le vieux principe d'unité posé par la philosophie des Lumières reste d'actualité et les dirigeants des systèmes politiques, notamment territoriaux, regrettent publiquement de façon fréquente cette division, cette dispersion qui, semble-t-il, d'après le discours, paralyse l'action, voire l'évolution. Le recours au grand tout, au contrat social, tel que l'entendait Rousseau, est, aujourd'hui encore, l'antienne des démocraties : c'est elle que reprend Bonnacarrère, le maire d'Albi, exhortant ses conseillers à l'unité autour du grand projet d'intercommunalité du nord du Tarn, comme nous l'avons vu dans la deuxième partie. Il semble toujours à l'âme contemporaine que le rassemblement vaut délibération et que la démocratie ne vaut que par ce rassemblement, en même temps que le

débat, la polémique⁴⁷ semblent un danger qui affaiblit le système démocratique. Cette centration autour de l'un n'est pas forcément vécue de manière universaliste lorsqu'on interroge un système territorial. Il y a, non une centration, mais des centrations autour d'acteurs, de règles de relations, de ressources... que la sociologie a nommées systèmes d'action, réseaux, mais aussi culture, identité, traditions communes, ce qui, à la fois, unit certains et sépare d'autres.

Le couplage du système territorial peut donc s'estimer à travers l'existence de vastes ou puissants systèmes d'actions, de réseaux efficaces, d'une part. Il se perçoit, d'autre part, à travers le sentiment de l'identité, de la culture et des traditions partagées, dans le sentiment d'appartenance à la communauté exprimé par les acteurs locaux et dans l'existence de projets propres à certains acteurs ou partagés par des acteurs divers, tout ceci donnant en quelque sorte la ligne de partage entre deux systèmes autonomes.

2.1.1. Systèmes d'action

En parlant de systèmes d'action, nous n'évoquons pas exactement le concept croziérien. La question 20 proposait une liste d'institutions que les personnes interrogées étaient priées de désigner ou non comme acteurs les plus importants du territoire. Cette information nous a permis, par ailleurs, de repérer ces acteurs et leur action dans l'évolution territoriale. Pour la mesure du couplage, nous avons utilisé seulement les deux premières possibilités de réponse désignant les communes et les intercommunalités de la zone. Nous voulions savoir si ces deux types d'acteurs concernés au premier chef par l'évolution intercommunale étaient actifs ou non dans cette évolution et, donc, se trouvaient impliqués dans un système d'action susceptible de prendre en charge tant le développement de l'intercommunalité que le développement économique, ce que nous interprétons comme un couplage plus important dans le territoire.

⁴⁷ On se rappellera que « polémique » provient du mot grec *polemikos* dont la racine est *polemos* qui signifie « guerre ». Il en reste, dans le langage moderne, cette sensation que toute polémique, assimilée au débat, est agressive et, en divisant les individus, contraire aux intérêts de la démocratie, alors que le débat, voire la polémique, sont sa source même, par la reconnaissance, à la fois de la nécessité de prendre en compte la diversité des êtres et de leurs pensées et de celle de brider le pouvoir de celui ou ceux qui dirigent en leur apportant la contradiction ou, mieux, bien que cela puisse paraître utopique, de les pousser à la délibération au sens d'une capacité à modifier ses représentations dans l'écoute de l'autre.

2.1.1.1. Traitement des données

Le questionnaire proposait la question suivante : « Quels sont selon vous les acteurs les plus importants du point de vue de leur action pour le développement de l'intercommunalité de projet et le développement économique dans la zone... ». Cette question était suivie de diverses possibilités de réponses comme : « les communes concernées », « le Conseil général du Tarn », « l'Union européenne », « l'État ». Chacune de ces possibilités s'inscrit dans deux registres : celui de l'intercommunalité et celui du développement économique. Quand il a semblé au répondant que l'une de ces possibilités correspondait à un acteur important dans un registre ou dans l'autre, il a coché la case qui s'y rapportait.

Avec ces données, il est permis d'effectuer vingt-six comparaisons aussi bien entre les zones qu'entre les villes. On obtient ainsi, dans chacun des cas, des tableaux de contingence. Mais nous n'avons retenu de ces informations que celles qui nous donnaient une connaissance de la place accordée aux communes et aux intercommunalités concernées par le développement de l'intercommunalité et le développement économique. Nous considérons en effet que si les répondants ont souvent coché les cases correspondant à ces acteurs, c'est qu'ils pensent que ces communes ou communautés, par les réseaux et systèmes d'action qu'ils représentent ou favorisent, accentuent le couplage du territoire. Si, en effet, il ressort que les communes concernées par l'intercommunalité et le développement économique sont les acteurs jugés les plus pertinents, notre interprétation est que le système a un couplage supérieur, puisqu'il utilise ses propres forces pour agir et réagir. C'est pourquoi nous utilisons les réponses aux deux premiers *item*⁴⁸ de la question et comptabilisons pour chaque zone territoriale le nombre de répondants ayant coché une ou plusieurs des cases associées à ces deux *item*, selon la convention explicitée précédemment. Par contre, les informations concernant les autres acteurs territoriaux, si elles nous donnent une connaissance de la façon dont les personnes interrogées en perçoivent l'action dans chacun des deux registres, sont plus difficiles à mettre en œuvre dans la méthode que nous avons choisie. Leur affecter un rang nous donnerait des résultats discutables en ce qui concerne une estimation quantitative du couplage du système considéré. Nous les écartons donc de notre tentative d'estimation, et ce, d'autant plus facilement que leurs variations de réponses n'apparaissent, lors des tests, globalement pas significatives.

⁴⁸ Ces deux *items* étant : « Les communes concernées » et « les intercommunalités déjà en place ».

Pour ce qui concerne l'ensemble des acteurs, entre les zones, on ne découvre que deux lieux de différence, la CCI de la zone, tant pour l'intercommunalité⁴⁹ que pour le développement économique⁵⁰. Pour l'intercommunalité, 11,4 % des répondants d'Albi-Carmaux ont estimé que la CCI de la zone constituait un acteur important, alors que la proportion est de 45,8 % pour ceux de Castres-Mazamet. En ce qui concerne le développement économique, la proportion est à nouveau plus élevée à Castres-Mazamet qu'elle ne l'est à Albi-Carmaux, les chiffres étant de 58,3 % et de 25,7 %. Entre les quatre municipalités, il n'y a qu'à l'intérieur de deux tableaux de contingence que se manifestent des fréquences inégales. Le premier a trait à l'Union européenne relativement à l'intercommunalité⁵¹. La proportion d'individus ayant répondu que l'Union européenne était un acteur important pour l'intercommunalité est plus importante à Castres (50,0 %) qu'à Carmaux (14,3 %) ou à Albi et Mazamet (0,0 %). Le second se rapporte à la CCI mais, cette fois, pour le développement économique⁵² ; les proportions sont de 83,3 % pour Mazamet, 62,5 % pour Castres, 31,3 % pour Albi et 14,3 % pour Carmaux. Si l'on additionne pour chacun des répondants les cases qui ont été cochées, on obtient alors une vision de l'ensemble des acteurs considérés comme importants. Ayant obtenu cette somme, on peut vérifier les différences soit entre les zones, soit entre les villes. Pour ce qui est du nombre d'acteurs qui apparaissent importants aux yeux des représentants, il n'y a de différence ni entre les deux zones⁵³, ni entre les quatre villes⁵⁴. Les moyennes, en effet, sont très semblables entre les deux zones, de 6,34 ($s = 3,66$) pour Albi-Carmaux et de 7,33 ($s = 4,04$) pour Castres-Mazamet. Entre les quatre villes, on observe certaines inégalités de moyennes⁵⁵, mais l'importance des différences entre les individus, indiquées par le niveau de l'écart-type s , supprime celle qui apparaît entre les villes.

⁴⁹ $\chi^2_{\text{corrige}} = 7,17$; $p < 0,01$.

⁵⁰ $\chi^2_{\text{corrige}} = 5,07$; $p < 0,05$.

⁵¹ $\chi^2_{(3)} = 12,55$; $p < 0,01$.

⁵² $\chi^2_{(3)} = 8,47$; $p < 0,05$.

⁵³ $t_{(57)} = -0,98$; $p = 0,33$.

⁵⁴ $F_{(3,33)} = 1,42$; $p = 0,25$.

⁵⁵ Les moyennes pour Albi, Carmaux, Castres et Mazamet sont respectivement de 6,06, 5,29, 8,38 et 9,17 pour des écarts types de 3,13, 5,68, 4,21 et 5,23. On notera que les différences entre les individus, à Carmaux (5,68), sont plus importantes que la moyenne même (5,29).

2.1.1.2. Contribution au couplage

Dans le cas des dimensions du couplage, nous avons affecté les rangs « r » selon une échelle inversée, c'est-à-dire en donnant respectivement 4 à la ville pour laquelle les répondants ont le moins répondu oui à la question (en cochant la case correspondant à l'acteur qui leur était désigné comme important, pour les systèmes d'action), puis 3, 2 et, enfin, 1 à celle pour laquelle les répondants ont le plus répondu. Dans la colonne « % », qui se trouve à droite pour chaque ville, nous avons porté le pourcentage des réponses données en moyenne par les répondants pour chacune des villes citées dans la question. De ce fait, la ville ou la zone qui se trouve affecté de la somme des rangs la plus élevée est celle qui présente le moins de couplage.

Nous avons procédé ainsi de façon à concrétiser l'hypothèse que le couplage a majoritairement un effet contraire à l'ultrasensibilité du système. Du fait de l'utilisation d'une échelle inversée, les rangs obtenus montrent, non pas la contribution au couplage, mais en fait la *contribution à l'ultrasensibilité à travers le couplage*⁵⁶. Ce que nous obtenons ainsi, c'est une moindre contribution à l'ultrasensibilité lorsque le couplage est plus élevé. En prenant le couplage en compte, non pas par soustraction mais par addition d'une valeur plus faible, nous appliquons, bien que sur un mode relativement symbolique, ce que nous venons de dire⁵⁷. Par application de cette convention, nous obtenons pour les systèmes d'action le tableau 1. Le tableau doit se lire ainsi : la zone d'Albi-Carmaux présente un couplage inférieur, en ce qui concerne les systèmes d'action, à la zone de Castres-Mazamet. Sa contribution à l'ultrasensibilité du système territorial est, en ce sens, supérieure, d'où le total supérieur.

Le lecteur sait que ces indicateurs ne sont pas validés par les tests inférentiels. Les commentaires que nous pouvons en tirer sont donc émis avec beaucoup de réserves. Ils apparaissent à titre d'illustration, dans la mesure où ce que disent les tests, ce n'est pas que les classements sont faux,

⁵⁶ Nous conservons cependant cette expression « contribution au couplage » pour différencier la contribution des divers indicateurs à l'ultrasensibilité, tantôt à travers le couplage, tantôt à travers l'ouverture, tantôt à travers la redondance-variété. Cette convention nous paraît faciliter la lecture du texte et l'interprétation des tableaux.

⁵⁷ La véritable prise en compte d'éléments ago-antagonistes dans une tentative d'opérationnalisation utilisant des résultats quantitatifs reste un problème difficile à résoudre. La solution proposée ici et dont nous mesurons toutes les limites nous semble acceptable en ce qu'elle permet d'ouvrir une voie de recherche tout en appelant à d'autres solutions plus satisfaisantes.

mais qu'il y a des risques que ces classements soient dus au hasard. Nous avons donc tenté de dire ce qu'ils évoquaient pour nous, sans leur donner force de conviction. Des commentaires et des interprétations plus probants seront tirés des indicateurs validés par les tests. Dans ces cas-là, nous considérerons que nos conclusions ont, sous la réserve de notre propre pertinence, une solidité réelle. Ceci étant dit, le constat que l'on peut faire à partir de cette première série de mesures n'est pas pour nous étonner dans la mesure où nous avons fait, à partir des entretiens, une hypothèse de ce type. C'est sur cette hypothèse que nous avons fondé notre interprétation de l'évolution des territoires du nord et du sud du Tarn.

C'est ce couplage supérieur qui semble expliquer en partie la rapidité avec laquelle le sud du département a su mettre en place des institutions collectives, telles que le Comité de Bassin d'Emploi du Sud du Tarn (CBEST), puis le District et la Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet (CACM). C'est, au contraire, la dispersion des acteurs du Nord qui nous semblait avoir contribué à la lenteur de l'émergence d'une Communauté d'Agglomération. Les querelles politiques, les antagonismes humains, la diversité des activités, tout cela semble bien avoir contribué à ce qui nous est apparu, dans un premier temps, comme un retard nordiste en matière intercommunale.

Tableau 1
Estimation de la contribution des systèmes d'action au couplage dans le nord et le sud du Tarn

Indicateur	Question	Albi		Carmaux		Castres		Mazamet		Total Albi- Carmaux	Total Castres- Mazamet
		r	%	r	%	r	%	r	%	Σ_r	Σ_r
Systèmes d'action	20a (com/int)	1	81,3	4	57,1	3	62,5	2	66,7	5	5
	20b (com/dev)	1	56,3	3	42,9	4	25,0	2	50,0	4	6
	20c (int/int)	4	37,5	3	42,9	1	50,0	2	45,9	7	3
	20d (int/dev)	4	25,0	2	42,9	3	37,5	1	50,0	6	4
Σ_r (toutes les variations)		10		12		11		7		22	18
Σ_r (variations inférables)		-		-		-		-		-	-

r : rang attribué de façon conventionnelle. La ville pour laquelle le pourcentage est le plus important est celle qui reçoit le rang le moins élevé. Le rang est attribué sans égard au test inférentiel.

% : pourcentage dans chaque ville des personnes qui ont coché l'*item*.

N.B. : Les chiffres en italiques dans le tableau sont ceux pour lesquels les variations ne sont pas significatives. Dans les colonnes concernant les deux zones, lorsque les chiffres sont entre parenthèses, c'est qu'ils sont obtenus, non par comparaison des zones (variations non inférables), mais par sommation des rangs des villes (variations inférables). Ce n'est pas le cas dans ce tableau.

2.1.2. Réseaux

Comme pour les systèmes d'action, notre mobilisation du concept de réseaux ne répond pas directement à la problématique des organisations réticulaires telle qu'elle est utilisée par Degenne et Forsé, par exemple⁵⁸. Trois questions tendaient à mettre en évidence l'existence de relations plus ou moins nombreuses entre les élus et/ou les non-élus de chaque zone. La densité plus ou moins grande d'un tel ensemble de relations nous apparaît comme un indice du couplage du territoire.

2.1.2.1. Traitement des données

Le questionnaire comporte donc trois questions à partir desquelles il est possible de mesurer l'ensemble des relations dans lesquelles s'inscrivent les répondants.

La première d'entre elles est formulée ainsi : « Diriez-vous qu'il existe entre les maires des communes qui entourent [la ville x] et les maires de [la ville elle-même] des relations interindividuelles fortes ? ». Les réponses sont disposées sur une échelle à quatre niveaux allant de 1 « très faibles » à 4 « très fortes ». Cette question permet de vérifier s'il existe de nombreuses relations avec la ville centre dans chacune des deux zones et ainsi déterminer si un certain niveau de confiance, une certaine habitude de travailler ensemble sont établis et sont de nature à assurer dans la zone considérée une capacité de coopération forte ou faible. La deuxième se présente ainsi : « Diriez-vous qu'il existe entre les maires des communes qui entourent [la ville x] des relations interindividuelles fortes ? ». L'échelle des réponses suggérées est la même que pour la question précédente. Qu'on utilise comme critère la zone⁵⁹ ou la ville⁶⁰, chaque fois les moyennes sont égales. Dans l'examen des zones, et ce, pour les deux questions, les moyennes varient entre 2,39 et 2,90, ce qui témoigne que les répondants considèrent que les relations sont relativement fortes quelle que soit la zone. Il en va de même pour les villes. À la question

⁵⁸ Notamment dans A. Degenne et M. Forsé, *Les réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin, 1994.

⁵⁹ Première question : $t_{(51)} = 1,51$; $p = 0,14$. Deuxième question : $t_{(43)} = -1,12$; $p = 0,27$.

⁶⁰ Première question : $F_{(3,29)} = 2,06$; $p = 0,13$. Deuxième question : $F_{(3,25)} = 2,18$; $p = 0,12$.

suivante, les répondants sont invités à indiquer « dans le cadre de [leurs] fonctions et responsabilités » leurs « relations privilégiées » et leur « nature », avec « certains responsables du territoire ». En dénombrant, pour chaque individu, le nombre de cases cochées dans le tableau pour indiquer les relations avec les acteurs suggérés dans la réponse, quelle que soit leur nature (amitié, travail, politique...), il apparaît que ces nombres sont en moyenne semblables entre les deux zones⁶¹ mais pas entre les quatre villes⁶². Il appert, en effet, que les élus albigeois entretiennent moins de relations en moyenne (4,64) que les élus des autres villes (pour lesquels la moyenne se situe entre 10,40 et 10,71). Si l'on fait la même analyse, en ne prenant en considération que les acteurs suggérés, on retrouve une absence de différence entre les zones⁶³ et également entre les villes⁶⁴.

Le cas particulier que constitue la ville d'Albi peut s'expliquer par diverses raisons. D'une part, on a dans la zone Nord, deux communautés, celle d'Albi et celle de Carmaux, dont on a vu que les relations étaient extrêmement faibles pour des raisons également explicitées plus haut. D'autre part, contrairement à ce que l'on trouve à Castres-Mazamet, où la communauté d'agglomération est ancrée dans une tradition ancienne de coopération (CEBEST, District...), il n'y a rien de tel à Albi. La Communauté d'Agglomération de l'Albigeois (C2A) s'est constituée lentement et tardivement, notamment parce que la ville préfecture fait peur et parce que les couleurs politiques des municipalités concernées sont très réparties entre la droite et la gauche. On n'a pas ici une expérience historique de la coopération et de la délibération.

2.1.2.2. Contribution des réseaux au couplage

L'affectation des rangs aux quatre villes et aux deux zones a été effectuée conformément à la règle décrite précédemment, sauf qu'ici, on n'a pas des pourcentages (%) mais des moyennes (M). Il faut remarquer que, sur quatre indicateurs, deux seulement sont validés : il s'agit des réponses à la troisième des questions. Les différences sont inférables pour les villes, mais pas pour

⁶¹ $t_{(25,15)} = -1,64$; $p = 0,11$.

⁶² $F_{(3,30)} = 3,49$; $p < 0,05$.

⁶³ $t_{(50)} = -0,02$; $p = 0,98$.

⁶⁴ $F_{(3,30)} = 0,47$; $p = 0,71$.

les zones. C'est en additionnant les rangs des villes que nous obtenons les rangs des zones dans les deux dernières colonnes du tableau et non directement en comparant les réponses par zone. Nous disposons ainsi de onze réponses pour chaque zone qui citent les communes avec lesquelles le répondant est en relation. Celles-ci livrent une particularité pour la ville de Carmaux. Le rang de cette ville exprime le fait qu'elle est très refermée sur elle-même. Trois communes seulement constituent la CC du Carmausin et c'est en partie malgré elle que la cité se trouve prise dans certains des mouvements du territoire, du fait, notamment, de la solidarité de certains élus qui jouent le rôle de marginaux sécants. Pour Mazamet, un certain isolement semble aujourd'hui émerger. Le décès de Bourguignon, l'ancien maire de la ville, l'élection, à Castres, de Bugis, sont deux événements qui semblent avoir modifié le rapport entre les deux cités du Sud. Certes, Mazamet est partie intégrante de la CACM, mais cette communauté elle-même semble marquer le pas.

2.1.3. Culture, identité, traditions

Nous sommes, à Albi, Carmaux, Castres et Mazamet, dans des pays de vieille culture, dont l'identité semble se nourrir de traditions fortement implantées depuis plusieurs siècles, périodiquement réactivées jusqu'à la crise du début des années 1970. La contribution de cette dimension au couplage du territoire est l'une des hypothèses sur lesquelles nous avons implicitement bâti le projet initial. L'estimation ne confirme pas qu'il y ait là un facteur discriminant entre les deux zones. Elle confirme seulement que, au Nord comme au Sud, ces notions ont un sens pour les personnes interrogées qui déclarent généralement que culture, identité et traditions socioéconomiques sont encore « assez visibles » dans les deux parties du département.

2.1.3.1. Traitement des données

Si l'on veut examiner la question de la culture, le questionnaire offre quatre indices qui apparaissent sous la forme d'énoncés à propos desquels les répondants prennent position sur une échelle à quatre niveaux allant de « pas visible », la valeur inférieure, à « très visible », la valeur supérieure. Avec ces données, on peut vérifier s'il existe des différences entre les deux zones de même qu'entre les quatre villes (tableau 2, reproduit à titre d'exemple).

Tableau 2
Moyenne (M) et écart type (s) pour les énoncés relatifs au couplage
selon la zone. Test t

Énoncés	Zone				t	D	p < 0,05
	Albi-Carmaux		Castres-Mazamet				
	M	s	M	s			
(1 = pas visible et 4 = très visible)							
Diriez-vous qu'il existe aujourd'hui à ... une culture spécifique ? (Q2)	2,97	0,99	3,04	0,75	-0,30	57	non
Ces deux villes ont-elles aujourd'hui une identité propre qui les distingue de leur environnement ? (Q3)	3,23	1,00	2,88	0,68	1,61	56,9	non
Perçoit-on aujourd'hui une forte tradition socioéconomique à ... ? (Q5)	2,76	0,92	3,54	0,66	3,53	56	oui
(1 = pas important et 4 = très important)							
Cette culture et cette identité vous paraissent-elles jouer un rôle important aujourd'hui dans le développement de l'intercommunalité dans la zone ? (Q4)	3,13	0,91	3,21	0,59	-0,39	54	non

Il n'y a pas de différence significative entre les deux zones en ce qui concerne la perception de l'existence d'une culture et d'une identité dans chaque zone. Il en va de même pour le sentiment que cette culture et cette identité joueraient un rôle important. Dans ces trois cas, Albigeois et Carmausins, d'une part, Castrais et Mazamétains, d'autre part, sont d'accord pour considérer que le couple de villes qui fait l'objet de la question possède une identité, une culture et une tradition socioéconomique visible (la moyenne se situe constamment autour de 3, score qui correspond dans notre échelle à « assez visible »). Par contre, il existe une différence significative entre les zones pour une question sur la tradition socioéconomique : celle-ci est perçue plus visible à Castres-Mazamet qu'à Albi-Carmaux.

Si maintenant on fait la même analyse entre les quatre villes plutôt qu'entre les deux zones, on obtient des résultats similaires avec une exception pour la question sur la culture spécifique. Dans ce cas, c'est à Carmaux que l'on trouve la valeur la plus élevée ($M_R = 17,71$) et à Albi la valeur la plus faible ($M_R = 9,50$)⁶⁵.

⁶⁵ $\chi^2_{(3)} \text{ Kruskal-Wallis} = 10,24 ; p < 0,05$.

Que culture et tradition soient valorisées à Carmaux par rapport à Albi n'est pas étonnant en soi, du fait des histoires respectives des deux cités. La culture ouvrière et, qui plus est, minière, domine encore dans les esprits carmausins alors que la capitale départementale, du fait des brassages de population et de ses activités tertiaires est largement détachée de son ancienne culture qui survit davantage dans l'esprit des touristes visitant la cathédrale Sainte-Cécile ou le palais de la Berbie que dans celui des habitants et des élus.

Dans le cas de Castres et Mazamet, il n'y a pas d'écart significatif entre les réponses. Ces deux villes gardent de leur passé textile une marque qui n'est pas encore effacée et les rapproche, malgré leur ancienne rivalité, bien davantage qu'Albi et Carmaux⁶⁶.

2.1.3.2. Contribution au couplage

La zone d'Albi-Carmaux et celle de Castres-Mazamet ne se distinguent pas en matière de culture, d'identité et de tradition. Seules les variations de réponses à cette dernière question sont validées par les tests. Cependant, dans le couple Albi-Carmaux, on voit nettement que c'est Carmaux qui fait preuve d'une importante singularité culturelle, selon les répondants. L'écart entre Albi et Carmaux est important et illustre la difficulté de cohésion de cette zone. À Castres-Mazamet, les rangs des deux villes sont très proches, ce qui nous renvoie à la plus forte cohésion que nous avons déjà remarquée.

Il y a dans ces résultats un paradoxe qui est dû à la configuration des territoires et à la manière dont le modèle est appliqué. À Castres-Mazamet, existe une seule communauté institutionnelle qui, bon gré, mal gré, a rapproché les acteurs et contribué à unifier le territoire. À Albi-Carmaux, il y a deux communautés séparées et dont les relations, nous l'avons montré, sont très limitées. De ce fait, en additionnant les rangs d'Albi et de Carmaux, nous faisons comme si les deux villes étaient globalement en synergie, ce qui n'est pas le cas. D'une certaine manière, la comparaison entre le Nord et le Sud devrait se faire, non sur deux zones, mais sur trois : Albi, Carmaux et Castres-Mazamet. Une telle configuration de l'étude présentant divers inconvénients et, pour des raisons méthodologiques, nous ne l'avons pas retenue et devons alors assumer l'aspect paradoxal signalé

⁶⁶ Tout comme les deux tableaux qui regroupaient ces résultats n'ont pas été reproduits, de même ne sont pas commentés les résultats des réponses à une question qui permettaient de préciser la signification que l'on pouvait accorder aux écarts constatés dans les réponses à la question sur la tradition socioéconomique.

dans nos propos interprétatifs des résultats du modèle. D'autant que, malgré tout, la relative autonomie des deux villes n'implique pas de façon certaine une absence d'interaction ; c'est d'ailleurs plutôt le contraire qui semble se produire, même si ce n'est souvent que de façon indirecte : le cas de Cap'Découverte⁶⁷, par exemple, touche l'ensemble des communes du Nord, voire du département, et induit diverses stratégies d'alliances et de refus d'alliances.

2.1.4. Sentiment d'appartenance

La plupart des personnes interrogées sont originaires de la zone où elles exercent leurs fonctions. Ainsi, pour le Nord, sur 24 personnes interrogées, toutes élues locales, 18 sont originaires du nord du département. Parmi elles, sept sont originaires de la commune dans laquelle elles exercent leur activité mayorale (une seule est conseillère et non maire). Et trois seulement sont arrivées de l'extérieur de la région (« ailleurs »). Toujours dans le Nord, si l'on observe les personnes n'exerçant pas une fonction électorale, elles sont six sur onze à être originaires du Nord et une seule lui est extérieure. Le constat est similaire au Sud. Sur treize élus interrogés, onze sont originaires du Sud et un seul est extérieur à la région. Dans le cas des non-élus, en tenant compte de ce que quatre personnes sont fonctionnaires, donc susceptibles d'être affectées sans égard à leurs choix, sur les six personnes restantes, trois sont originaires du nord du Tarn.

À l'époque de la mondialisation et des brassages apparents de population, il est frappant de constater que les principales responsabilités territoriales sont exercées, au Nord comme au Sud, par des enfants du pays. Cela peut éclairer le fait que l'on ait en même temps des ressemblances et des différences assez visibles entre les deux zones. Si les ressemblances sont imposées par les modes de vie, les conditions générales de fonctionnement d'un territoire contemporain, avec également les facteurs lourds de structuration que sont les règlements et les modes de financement nationaux et européens, les différences se transmettent malgré tout dans ce que l'on peut encore nommer un terroir. Même Albi et Castres, avec leurs quelques 45 000 habitants, restent des villes à proportions

⁶⁷ Cap'Découverte est un projet initié essentiellement par le député socialiste du Tarn, Paul Quilès, dont le but est de redynamiser la zone de Carmaux et d'aider celle-ci à sortir de son passé minier. Le projet a été et reste très controversé, en particulier du fait des difficultés financières qu'il rencontre et des craintes de mutualisation des pertes conçues par les édiles.

réduites où peut se développer ou perdurer un certain esprit local, pour ne pas dire de clocher, ce qui, ici, ne serait pas en soi péjoratif.

2.1.4.1. Traitement des données

Le sentiment d'appartenance à la communauté s'estime à partir de deux indicateurs. Une question est libellée ainsi : « Existe-t-il aujourd'hui, selon vous, un sentiment d'appartenance à la ville ? ». Y est attachée une échelle allant de 1, « pas visible », à 4, « très visible ». Une seconde se présente sous cette forme : « Vous-même, vous sentez-vous ancré(e) dans la culture et l'identité [x] ? ». Cette fois, l'échelle s'étend de 1, « pas du tout », à 4, « très fortement ». Ni les zones, ni les villes, ne font varier les positions de façon significative. Les sentiments sont marqués sans être absolus. Les moyennes sont bien au-dessus de 2, mais elles ne dépassent pas la valeur 3,17, soulignant le fait que, dans l'esprit des personnes ayant répondu, dans les quatre villes existe un sentiment net d'appartenance.

2.1.4.2. Contribution du sentiment d'appartenance au couplage

On perçoit surtout une proximité entre les résultats. L'écart entre les deux zones n'est pas significatif, nous disent les tests. Si nous voulions malgré tout interpréter ces résultats, nous pourrions dire que, dans les deux zones, les deux villes montrent sans doute quelque différence : Carmaux, avec le charbon, et Mazamet, avec le délainage, se sont forgé une identité dans laquelle se perçoivent encore nombre de leurs habitants. C'est sans doute l'une des difficultés qu'ont à affronter l'une et l'autre de ces deux villes que de changer les représentations qu'elles expriment d'elles-mêmes. Sans doute le défi est-il plus grand à Carmaux. Mais les chances aussi, peut-être, du fait de la dynamique supérieure et des difficultés moindres de la zone Nord. La cohabitation avec sa grande voisine assure à Carmaux, encore une fois et malgré elle, une certaine portance.

2.1.5. Appréciation du projet dans les zones albigeoise et castraise

Le projet joue dans le modèle un double rôle : il est signe du rassemblement des acteurs du territoire et, en ce sens, il est signe d'un niveau de couplage supérieur lorsqu'il est très présent ; il est également signe d'une capacité de se projeter dans l'avenir, donc à transformer le territoire. C'est pour cette raison qu'il apparaît à la fois dans le couplage, puis, dans la variété.

Pour ce qui est de sa contribution au couplage, elle peut être estimée par le biais des réponses données aux questions, dont les énoncés sont respectivement les suivants : « Selon vous, les deux communes ont-elles (ou ont-elles eu) un projet global de développement ? », et « Selon vous, a-t-il existé (ou existe-t-il) des projets communs aux villes de [x] et de [x] (autres que la Communauté d'Agglomération) ? ». À ces deux questions, correspondent deux séries de réponses, l'une pour 1995-2001, l'autre pour 2001-2003, les réponses étant : « oui, je le connais », « oui, mais je ne le connais pas » et « non, je n'en connais pas ». Compte tenu de la distribution des fréquences et pour des fins de clarté, nous avons regroupé les deux premières réponses en une seule. À la deuxième question est associée une sous-question libellée comme suit : « À l'initiative de qui ces projets ont-ils vu le jour ? ». Le nombre de réponses à cette question est très faible, de sorte que les résultats s'avèrent non significatifs.

2.1.5.1. Traitement des données

Entre les deux zones, on note des variations de proportion pour ce qui concerne l'existence d'un projet global de développement, aussi bien pour 1995-2001⁶⁸ que pour 2001-2003⁶⁹. Dans les deux cas, c'est pour Castres-Mazamet que la proportion est supérieure, soit 90,0 % et 95,2 % respectivement, alors que pour Albi-Carmaux les chiffres sont de 56,3 % et 62,5 %. Entre les villes, par contre, la comparaison ne permet pas d'attribuer la différence des proportions à autre chose que le hasard. Pour ce qui a trait à l'existence d'un projet commun entre les deux zones nord et sud, les proportions de personnes qui en sont informées sont comparables entre les deux zones et entre les quatre villes aussi bien pour 1995-2001⁷⁰ que pour 2001-2003⁷¹. Il est à remarquer que les proportions de personnes informées du projet global pour chaque ville augmentent dans les deux zones d'une période à l'autre. De 1995-2001 à 2001-2003, pour Albi-Carmaux, elles passent de 56,3 % à 62,5 % ; dans le même temps, à Castres-Mazamet, elles vont de 90,0 % à 95,2 %. Concernant le projet commun aux villes, la proportion a légèrement crû à Albi-Carmaux, passant de 33,3 % à 37,5%, alors qu'elle a diminué dans la zone de Castres-Mazamet allant de 66,7 % à 58,8 %.

⁶⁸ $\chi^2_{\text{corrigé}} = 5,09$; $p < 0,05$.

⁶⁹ $\chi^2_{\text{corrigé}} = 5,68$; $p < 0,05$.

⁷⁰ Entre les deux zones : $\chi^2_{\text{corrigé}} = 2,90$; $p = 0,09$; entre les quatre villes : $\chi^2_{(3)} = 3,09$; $p = 0,38$.

⁷¹ Entre les deux zones : $\chi^2_{\text{corrigé}} = 1,06$; $p = 0,30$; entre les quatre villes : $\chi^2_{(3)} = 2,01$; $p = 0,57$.

On peut se demander si le fait que l'on soit ou non informé de l'existence d'un projet influe sur la visibilité d'une tradition socioéconomique aux yeux du répondant pour sa ville. La réponse, ici, est affirmative qu'il s'agisse d'un projet spécifique à chaque ville ou d'un projet commun. Pour le projet spécifique de 1995-2001, ce sont les personnes qui en connaissent l'existence pour lesquelles la moyenne est la plus élevée (3,28 contre 2,60)⁷² ; pour celui de 2001-2003, on trouve la même tendance (3,26 contre 2,69)⁷³. Pour le projet commun, les personnes informées ont à nouveau une moyenne supérieure pour 1995-2001 (3,50 contre 2,85)⁷⁴ et 2001-2003 (3,53 contre 2,95)⁷⁵. Ces résultats démontrent que le fait d'être informé du projet correspond à la sensibilité à l'égard de la tradition de la communauté à laquelle on appartient. Ils peuvent être mis en relation avec ce qui a été dit ci-dessus de l'origine des acteurs locaux.

2.1.5.2. Contribution du projet au couplage dans le nord et le sud du Tarn

Le traitement des données montre que le projet distingue nettement les deux zones, tant pour 1995-2001 que pour 2001-2003 (les rangs sont de 14 et 6). Roggero l'avait déjà souligné en 1997 : la zone de Castres-Mazamet avait, selon lui, une projectivité supérieure que l'on retrouve bien six ans plus tard. Si Albi et surtout Carmaux progressent légèrement entre les deux périodes, les projets dans ces deux cités sont restés confidentiels, lorsqu'ils existaient (ce qui est douteux dans le cas de Carmaux où seul le projet de Cap'Découverte semble être réellement actif) ce qui explique certainement la progression dans la connaissance d'un projet carmausin. La communication, à Castres-Mazamet, a sans doute bénéficié de l'existence de structures intercommunales et de la pression du groupe Pierre Fabre : l'aérodrome, le Causse entreprises, la boucle numérique, l'hôpital intercommunal sont des projets, puis des réalisations visibles. Il n'en est pas de même dans le nord durant le premier mandat de Bonnacarrère. La volonté mainte fois affirmée de créer une Communauté d'Agglomération, la bataille sourde contre l'État pour la voie de contournement d'Albi, n'ont pas eu de résultat tangible ou un résultat tardif : C2A a vu le jour seulement le 1^{er} janvier 2003 et les travaux de transformation de la place Sainte-Cécile, qui doit mettre le monument en

⁷² $t_{(49)} = 2,62$; $p < 0,05$.

⁷³ $t_{(50)} = 2,02$; $p < 0,05$.

⁷⁴ $t_{(36)} = 2,62$; $p < 0,05$.

⁷⁵ $t_{(38)} = 2,30$; $p < 0,05$.

valeur et rendre le lieu plus attractif pour les visiteurs, ont commencé dans le courant de l'année 2004. Par ailleurs, Albi n'a pas à faire face aux mêmes défis que ses voisines et est donc moins portée vers des projets spectaculaires. Au Sud, Mazamet bénéficie de la notoriété et de la communication de la Communauté d'Agglomération. Mais les projets actuels propres à la ville, s'ils existent, ce que ne confirment pas Bonneville et Petit, lors de notre entretien du 12 mai 2003⁷⁶, restent confidentiels. Dans ce territoire, c'est la Communauté d'Agglomération qui a joué le rôle majeur au cours des dernières années, grâce notamment à la capacité de compromis des maires de Castres et de Mazamet et des différents partenaires élus ou non, issus CBEST, à travers le District. Le Nord n'a pas connu une telle situation et c'est sa plus grande capacité à mobiliser les réseaux centraux qui lui a permis de réussir souvent là où Castres échouait, disait Roggero en 1997.

2.1.6. Estimation du couplage dans le nord et le sud du Tarn

Tableau 3
Estimation de la contribution du couplage des territoires du nord et du sud du Tarn à l'ultrasensibilité (toutes les variations)

Indicateur	Albi	Carmaux	Castres	Mazamet	Total Albi- Carmaux	Total Castres- Mazamet
	r	r	r	r	Σ_r	Σ_r
Systèmes d'action	10	12	11	7	22	18
Réseaux	8	6	9	7	14	16
Culture, identité, tradition	14	5	11	10	19	21
Sentiment d'appartenance	5,5	3,5	8	3	9	11
Projet	16	9,5	5,5	9	25,5	14,5
Contribution du COUPLAGE à l'ultrasensibilité	53,5	36	44,5	36	89,5	80,5

r : rang attribué de façon conventionnelle. La ville pour laquelle on a en moyenne le plus coché la case est celle qui reçoit le rang le moins élevé. Le rang est attribué sans égard au test inférentiel.

⁷⁶ Les deux derniers projets propres à la ville sont déjà anciens : l'Espace Apollo a vu le jour lorsque M. Bourguignon était encore maire (il est décédé en décembre 2002) et le Centre du Commerce International que ce dernier voulait édifier avec le concours de la CACM a été rejeté par cette dernière, apparemment sous la pression du nouveau maire de Castres.

Les variations des valeurs des indicateurs du tableau 3 ne sont pas significatives, selon les tests. Mais, en fait, la mobilisation des seules valeurs significatives, consultables dans le tableau 4, loin de les contrarier, accentue les différences visibles entre les deux zones. Ce tableau confirme que c'est seulement sur la capacité projective que les deux zones se différencient. Pour les autres indicateurs, les personnes interrogées ne distinguent pas le Nord et le Sud. Après tout, nous avons affaire à deux territoires lourds de leur passé dont les échos viennent encore jusqu'à nous, leur donnant une aura de laquelle les contemporains peuvent encore se réclamer.

Tableau 4
Estimation de la contribution du couplage des territoires du nord et du sud du Tarn à l'ultrasensibilité (variations inférables)

Indicateur	Albi	Carmaux	Castres	Mazamet	Total Albi- Carmaux	Total Castres- Mazamet
	r	r	r	r	Σ_r	Σ_r
Systèmes d'action	—	—	—	—	—	—
Réseaux	4	1	3	3	(5)	(5)
Tradition	4	1	3	2	5 ¹	5 ¹
Sentiment d'appartenance	—	—	—	—	—	—
Projet	—	—	—	—	7	3
Propre	—	—	—	—	7	3
Contribution du COUPLAGE à l'ultrasensibilité	8	2	6	5	24	16

r : rang attribué de façon conventionnelle. La ville pour laquelle on a en moyenne le plus coché la case est celle qui reçoit le rang le moins élevé. Le rang est attribué sans égard au test inférentiel.

Σ_r : Somme des rangs

¹ La comparaison par zone aurait donné 7 pour Albi-Carmaux et 3 pour Castres-Mazamet. Nous avons choisi la comparaison par ville qui est plus « prudente » pour ce qui est des différences, qu'elle atténue.

2.2. Évasion : étude de l'ouverture

Il n'en va pas de même avec l'ouverture. Les deux territoires, cette fois, se distinguent nettement à partir de trois indicateurs : sentiment d'ouverture maîtrisée, sentiment d'ouverture subie ou dépendance et information sur les résultats de l'action.

2.2.1. Ouverture maîtrisée

Source nécessaire de néguentropie pour un système, l'ouverture est grosse de risques et doit être maîtrisée sous peine de créer plus de dépendance que d'autonomie.

2.2.1.1. Traitement des données

Une question mesure le sentiment d'ouverture exprimé par les répondants, sur quatre plans : socioéconomique, culturel, administratif et communicationnel. Le libellé en est le suivant : « La ville de [x] est-elle ouverte sur l'extérieur ? ». Les réponses s'étalent sur une échelle à quatre niveaux qui vont de 1, « pas du tout », à 4, « très fortement ». Dans la comparaison entre les deux zones, on trouve des inégalités de moyennes pour ce qui est de la culture et de la communication. Dans les deux cas, les moyennes sont plus élevées à Albi-Carmaux (3,19 et 2,91) qu'à Castres-Mazamet (2,71 et 2,29). On constate un sentiment modéré d'ouverture dans les deux zones. Entre les quatre villes, par ailleurs, les différences ne sont pas inférables⁷⁷.

2.2.1.2. Contribution à l'ouverture

Le résultat par zone ne comporte pas de surprise. La zone Albi-Carmaux apparaît plus ouverte que la zone Castres-Mazamet. L'écart entre les deux zones est net⁷⁸. Le rôle de préfecture, un meilleur réseau routier et autoroutier, des ressources touristiques supérieures, une attention sans doute également plus soutenue aux ressources culturelles font d'Albi une ville qui apparaît forcément plus ouverte que Castres. Albi ouvre sur Rodez et, au-delà, sur le Massif Central et l'axe de la vallée du Rhône. Castres ouvre sur Mazamet et sur le littoral, mais à travers un réseau routier difficile qui décourage les flux et fait du sud du Tarn une sorte de cul-de-sac aujourd'hui encore. Ce n'est évidemment pas un hasard si les élus sud-tarnais se mobilisent fortement et depuis si longtemps pour le désenclavement routier et ferroviaire, avec des succès limités, cependant. Au cours de notre entretien du 25 mai 2003, Bonneville et Petit, respectivement adjoint au maire de Mazamet et directeur des services de la ville, évoquaient le paradoxe mazamétain : une grande ouverture sur le monde et une grande fermeture sur les voisins immédiats.

⁷⁷ Le tableau n'est pas reproduit.

⁷⁸ Respectivement de 26 et 14 pour les résultats non validés et de 14 et 6 pour les résultats validés par les tests.

Seul résultat surprenant, celui de Carmaux pour laquelle le sentiment d'ouverture semble plus fort que pour sa voisine. En fait, le paradoxe n'est qu'apparent, dans la mesure où les écarts sont significatifs pour les zones mais pas pour les villes prises séparément.

2.2.2. Ouverture subie : la dépendance

Le caractère dialogique de l'ouverture signalée dans la paragraphe précédent trouve ici son expression. C'est aussi en termes de dépendance que les territoires nord-tarnais et sud-tarnais doivent être représentés. Ce qui suit montre une dépendance plus forte au Sud qu'au Nord.

2.2.2.1. Traitement des données

Les personnes interrogées peuvent s'exprimer sur la manière dont elles éprouvent la dépendance de leur environnement externe, sur les plans socioéconomique, culturel, administratif et communicationnel. L'échelle des réponses suggérées leur permet d'indiquer le niveau de dépendance dans lequel, à leurs yeux, se trouve leur ville. L'échelle est à quatre niveau ; elle oscille entre 1, « très dépendante », et 4, « pas dépendante ». Sur le plan socioéconomique, il y a égalité des moyennes, tout comme sur le plan culturel. Dans le premier cas, les moyennes sont juste au-dessus de 2 (respectivement 2,22 et 2,17), ce qui veut dire que les personnes ont l'impression que leur ville subit un degré de dépendance relatif, sans être pour autant aliénée (2 signifie « peu dépendante »). Dans le deuxième cas (dépendance culturelle), ce sentiment de dépendance diminue quelque peu (respectivement 2,60 et 2,52). Sur le plan administratif, le sentiment de dépendance est un peu moins élevé à Albi-Carmaux qu'à Castres-Mazamet (respectivement 2,55 et 2,13). Sur le plan de la communication, enfin, il en va de même, quoique l'écart soit un peu plus prononcé (respectivement 2,59 et 1,89). Si, maintenant, l'on se penche sur les quatre villes, aucune analyse ne repère d'inégalité de moyennes qui soit inférable.

2.2.2.2. Contribution à l'ouverture

Ici aussi, il faut remarquer que les rangs sont affectés selon un barème inversé : la ville la moins dépendante est celle qui obtient le rang le plus élevé. En effet, sa contribution à l'ultrasensibilité du système est jugée supérieure lorsqu'elle est moins dépendante.

On constate que c'est la zone d'Albi-Carmaux qui arrive en tête, nettement devant Castres-Mazamet⁷⁹. Qu'Albi soit jugée moins dépendante sur le plan des rapports avec le pouvoir central paraît naturel pour une ville où siège la préfecture. Carmaux profite de l'image d'Albi lorsqu'on raisonne par zone. Il en va de même pour la communication. Celle d'Albi-Carmaux apparaît supérieure. Une visite sur le site Internet d'Albi et sur celui de Castres ne laisse guère de doute sur ce plan. À Albi, on communique sur ce qui fait la singularité de la ville et de sa richesse. Des « modules » historiques ont été réalisés qui, tout en étant synthétiques, sont bien informés. Le site de Carmaux, d'ailleurs, ne manque pas d'intérêt. Au Sud, le site castrais est peu ludique et, à certains égards, bien que riche en informations, assez rebutant. Le site mazamétain, lui, paraît rigide, essentiellement constitué par la version PDF du bulletin municipal. La comparaison de ces sites renforce d'ailleurs l'impression que la zone du Sud répond essentiellement à des logiques technoeconomiques : on trouve sur le site castrais de nombreuses informations sur les entreprises, notamment celles installées sur le Causse. Albi, comme Carmaux, d'ailleurs, renvoie davantage à l'histoire locale. Cette simple incursion dans un domaine assez représentatif de la question de l'information nous semble illustrer de façon probante les réponses des personnes interrogées. Ce qui a été dit pour l'ouverture est de nature à expliquer également cette situation qui n'a rien de surprenant. Après Bonneville et Petit, à Mazamet, Maurel, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Castres-Mazamet, évoquait de son côté le « petit royaume » qu'a longtemps représenté le pays du Sud et notamment Mazamet, ville protestante enrichie par le textile et n'ayant nul besoin d'Albi ou de Toulouse⁸⁰. Aujourd'hui, Mazamet n'est plus fortement ouverte sur le monde, elle s'est appauvrie, mais elle ne semble pas s'être fortement ouverte sur ses voisins. En réalité, elle l'a fait, depuis le CBEST, le District et la CACM. Mais les difficultés de la Communauté d'Agglomération et le repli de Castres sur elle-même renvoient Mazamet à son isolement et le sud du Tarn à sa fermeture et à sa dépendance.

2.2.3. Information

Si nous ne pouvons véritablement départager celles-ci sur le plan de l'information des autorités sur leur territoire, il n'en va pas de même sur le plan de la connaissance des résultats de l'action municipale.

⁷⁹ Respectivement : 25,5 et 14,5 (non validées), 14 et 6 (validées par les tests).

⁸⁰ Entretien du 3 mars 2004 à la CCI de Castres.

2.2.3.1. Connaissance de la situation locale

2.2.3.1.1. Traitement des données

« Selon vous, les autorités communales [x] et de la Communauté d'Agglomération [x] ont généralement une connaissance de la situation locale : ». Voilà l'énoncé sur lequel les répondants sont invités à exprimer leur sentiment à l'égard du niveau d'information dont disposent les autorités de leur ville ou de la Communauté d'Agglomération. Deux échelles de réponses sont alors offertes, l'une ayant trait à la qualité de l'information dont la valeur minimale est 1, signifiant « très mauvaise », et la valeur maximale est 4, ce qui signifie « très bonne » ; l'autre concernant la rapidité d'obtention de l'information et les valeurs de 1 et de 4 correspondent alors respectivement à « très lente » et « très rapide ». Pour ce qui est de l'échelle de la qualité, on ne note aucune inégalité de moyennes, ni entre les zones, ni entre les villes, qu'on se réfère aux autorités locales⁸¹ ou à celles de la Communauté d'Agglomération⁸². Pour ce qui est de l'échelle de la rapidité, les résultats vont dans le même sens : il n'y a jamais de différence significative.

Dans l'ensemble, les répondants considèrent que l'information des autorités est assez bonne, les moyennes se situant à proximité de la valeur 3. S'ils ont en tête les autorités de la commune, ils estiment qu'elles sont informées, en moyenne, de façon assez rapide, les moyennes étant proches de 3 ; s'ils se réfèrent à la Communauté d'Agglomération, leur opinion est un peu plus réservée, les moyennes étant inférieures à 3.

2.2.3.1.2. Contribution à l'ouverture

Avec une exception pour Mazamet⁸³, les répondants classent les trois autres villes au même niveau pour l'information. Cet indicateur n'est pas discriminant et nous ne pouvons en tirer de conséquences dans la mesure où aucune des réponses ne présente de différence inférable. Mazamet ne se distingue donc pas des autres villes.

⁸¹ Comparaison des zones : $t_{(55)} = 0,66$; $p = 0,51$. Comparaison des villes : $F_{(3,32)} = 0,40$; $p = 0,77$.

⁸² Comparaison des zones : $t_{(44)} = 0,09$; $p = 0,93$. Comparaison des villes : $F_{(3,23)} = 1,83$; $p = 0,17$.

⁸³ 4, contre 12,5 à Albi, 12 à Carmaux et 11,5 à Castres.

2.2.3.2. Connaissance des résultats de l'action municipale

2.2.3.2.1. Traitement des données

« Comment ces autorités sont-elles informées du résultat de leur action ? ». Cet énoncé, celui de la question 12, fait suite au précédent ; il renvoie à deux échelles, l'une ayant trait à la qualité, l'autre à la rapidité, et il concerne les autorités locales et celles de la Communauté d'Agglomération. L'échelle qualité va de 1, « très mal », à 4, « très bien » ; celle de la rapidité, de 1, « très lentement » à 4, « très rapidement ». À Albi-Carmaux, pour ce qui est de la qualité de l'information, la moyenne est quelque peu supérieure (3,10) à ce qu'elle est à Castres-Mazamet (2,67)⁸⁴. Les répondants considèrent donc que les autorités de leur ville sont assez bien informées, un peu mieux à Albi-Carmaux qu'à Castres-Mazamet. Dans les trois autres cas, les différences de moyennes ne sont pas inféribles. Elles se situent à peu près à mi-chemin entre 3 et 2. En ce qui concerne la comparaison entre les quatre villes, les moyennes doivent être considérées comme égales. On notera toutefois que les moyennes qui se rapportent à la qualité de l'information sont toutes un peu plus élevées que celles qui concernent la rapidité. Les premières se situent entre 3,17 et 2,63, les secondes, entre 2,75 et 2,00.

2.2.3.2.2. Contribution à l'ouverture

La différence entre les zones est nette : la qualité de l'information sur les résultats de l'action pour les communes est meilleure à Albi-Carmaux (3,14 et 3,17 dans le Nord contre 2,57 et 2,67 dans le sud). Cela permet aux élus d'être plus réactifs et, sur le plan systémique, la récursivité est plus forte dans le Nord que dans le Sud. C'est vraisemblablement encore l'une des raisons qui permettent à Albi, malgré un moindre couplage entre les acteurs, de faire plus facilement passer ses projets que Castres.

2.2.4. Contribution de l'ouverture à l'ultrasensibilité du système

Le net écart entre les zones, visible dans les tableaux 5 et 6, illustre ce qui apparaît dans les entretiens et dans l'ensemble documentaire que nous avons consulté : l'ouverture tant géographique qu'informationnelle rejoint le relatif découplage de la zone d'Albi-Carmaux. Au contraire, il y a une certaine compacité sudiste. Fort couplage, faible ouverture, ce fut la force de Castres-Mazamet. Cela risque de devenir sa faiblesse.

⁸⁴ Le tableau de tests pour la comparaison des deux zones dont sont tirés ces valeurs n'a pas été produit pour ne pas alourdir la rédaction.

Tableau 5
Estimation de la contribution de l'ouverture à l'ultrasensibilité
(toutes les variations)

Indicateur	Albi	Carmaux	Castres	Mazamet	Total Albi- Carmaux	Total Castres- Mazamet
	r	r	r	r	Σ_r	Σ_r
Sentiment d'ouverture	9	16	10	5	26 ¹	14 ¹
Dépendance	12	13,5	8	6,5	25,5	14,5
Information des autorités	12,5	12	11,5	4	24,5	15,5
Information sur le résultat de l'action	9,5	16	7	6,5	25,5	13,5
Σ_r (toutes les variations)	43	57,5	36,5	22	100,5	58,5

¹ Certains indicateurs ayant été estimés à partir des zones (variations inférables) et non des villes (indicateurs non validés ou validés), le total des deux dernières colonnes n'est pas forcément égal à celui des colonnes précédentes.

Tableau 6
Estimation de la contribution de l'ouverture à l'ultrasensibilité
(variations inférables)

Indicateur	Albi	Carmaux	Castres	Mazamet	Total Albi- Carmaux	Total Castres- Mazamet
	r	r	r	r	Σ_r	Σ_r
Sentiment d'ouverture	—	—	—	—	14	6
Dépendance	—	—	—	—	14	6
Information sur le résultat de l'action	—	—	—	—	7	3
Σ_r (variations inférables)	—	—	—	—	35	15

2.3. Redondance-variété

Sept questions visaient à l'estimation de la redondance-variété. Trois d'entre elles devaient informer sur le sentiment des personnes interrogées quant aux redoublements d'institutions, aux « doublons » visibles dans le territoire et quant à leur sentiment sur la nécessité de supprimer de tels recouvrements, de simplifier les structures et les procédures politico-administratives. Les quatre autres s'intéressaient directement à la capacité d'adaptation des autorités locales et aux raisons des réussites et des échecs dans le domaine de la construction des Communautés d'Agglomération et des pays.

2.3.1. Capacité à dépasser les clivages politiques et l'inquiétude devant l'intercommunalité

2.3.1.1. Pour la Communauté d'Agglomération

2.3.1.1.1. Traitement des données

La capacité du territoire à dépasser des obstacles tels que les divergences politiques ou l'inquiétude devant de nouvelles intercommunalités peut se mesurer en fonction de la manière dont on explique pourquoi la Communauté d'Agglomération a vu le jour si rapidement, à Castres-Mazamet, ou si lentement, à Albi-Carmaux. En principe, il nous semblait que les opinions pouvaient varier selon la zone quant à l'incidence de facteurs évoqués, précisément à cause de cette différence dans la mise en place de l'intercommunalité. Les résultats sont beaucoup plus nuancés. Dans le questionnaire, les répondants sont mis en présence de cinq facteurs. Le premier correspond à « la concordance [à Castres-Mazamet] ou les différences [à Albi-Carmaux] des appartenances politiques des élus de la zone »⁸⁵. Ce facteur est plus manifeste à Albi-Carmaux qu'à Castres-Mazamet, coché qu'il est par 61,8 % des personnes dans la première zone, alors qu'il ne l'est que par 16,7 % dans la seconde⁸⁶. Cette inégalité des proportions se répercute dans la comparaison entre les quatre villes où 62,5 % des Albigeois et 50,2 % des Carmausins soulignent le fait, alors que seulement 12,5 % des Castrais et 0,0 % des Mazamétains le relèvent⁸⁷. Le second facteur se rapporte à « la vision [à Castres-Mazamet] ou l'absence de vision [à Albi-Carmaux] à long terme de certains élus »⁸⁸. Cette fois, c'est à Castres-Mazamet que la fréquence des réponses positives est la plus élevée, soit 70,8 %, contre 26,5 % à Albi-Carmaux⁸⁹. À nouveau, les variations entre les villes font écho à celles qu'on

⁸⁵ Les villes de Castres et Mazamet sont dirigées par deux municipalités de même couleur politique : le questionnaire demandait donc si cette concordance était un facteur de la rapidité de constitution d'une communauté d'agglomération dans la zone. À Albi et Carmaux, les villes ont des municipalités de couleur opposée : le questionnaire demandait donc si cette différence était un facteur de la difficulté de mise en place d'une communauté d'agglomération.

⁸⁶ $\chi^2_{\text{corrige}} = 9,90$; $p < 0,01$.

⁸⁷ $\chi^2_{(3)} = 10,23$; $p < 0,05$.

⁸⁸ Comme pour la proposition précédente, les questions sont inversées dans les deux questionnaires : la réussite à Castres-Mazamet pouvait faire augurer d'une meilleure vision à long terme des autorités municipales et les difficultés albigeoises induisaient l'idée qu'ici cette vision était insuffisante.

⁸⁹ $\chi^2_{\text{corrige}} = 9,47$; $p < 0,01$.

trouve entre les zones. À Castres et à Mazamet, les pourcentages sont de 87,5 % et de 100,0 % ; à Albi et à Carmaux, ils sont de 31,3 % et de 16,7 %⁹⁰. Compte tenu de la formulation de la question (qui était inversée à Castres-Mazamet et à Albi-Carmaux), cela signifie que, dans la zone de Castres-Mazamet, la plupart des personnes pensent que la vision politique à long terme de certains élus a joué un rôle important dans la création rapide de la Communauté d'Agglomération ; à Albi-Carmaux, les répondants n'incriminent pas le manque de vision politique pour expliquer le retard pris dans le mouvement intercommunal. La présence d'une vision politique favorise le phénomène intercommunal. Son absence, en revanche, n'obère donc pas forcément le processus selon les répondants albigeois. Le troisième concerne « le désir des élus d'améliorer [à Castres-Mazamet] ou de préserver [à Albi-Carmaux] les capacités financières de leur commune ». Dans ce cas, on ne constate de différence significative ni entre les zones⁹¹, ni entre les villes⁹². La plupart du temps, les personnes interrogées estiment que ce n'est pas là un facteur important. Le quatrième facteur proposé a trait à « la capacité [à Castres-Mazamet] ou l'incapacité [à Albi-Carmaux] de l'État à faciliter les solutions cohérentes ». On observe ici une différence entre les zones⁹³ mais pas entre les villes⁹⁴. La plupart des individus ne relèvent pas le facteur. À Albi-Carmaux, ils sont 8,8 % à le faire ; à Castres-Mazamet, ils sont 41,7 %. Les réponses albigeoises signifient que, pour 8,8 % des répondants, c'est l'incapacité de l'État qui est en cause dans les retards subis par l'intercommunalité de la zone. Au contraire, les réponses castraises indiquent que c'est la capacité de l'État à faciliter les solutions pertinentes qui a permis la rapide formation de la Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet. Dans les deux cas, donc, les répondants sont d'accord pour affirmer que l'État n'est pas un obstacle au mouvement intercommunal et, même, en est un acteur facilitant. Le cinquième facteur porte sur « l'absence d'inquiétude [à Castres-Mazamet] ou l'inquiétude [à Albi-Carmaux] des maires devant l'intercommunalité ». La différence entre les zones⁹⁵ est significative de même qu'entre les villes⁹⁶. Sauf à Albi, les individus sont plus nombreux à ne pas

⁹⁰ $\chi^2_{(3)} = 15,35$; $p < 0,01$.

⁹¹ $\chi^2_{\text{corrigé}} = 3,27$; $p = 0,07$.

⁹² $\chi^2_{(3)} = 3,58$; $p = 0,31$.

⁹³ $\chi^2_{\text{corrigé}} = 6,94$; $p < 0,01$.

⁹⁴ $\chi^2_{(3)} = 6,15$; $p = 0,10$.

⁹⁵ $\chi^2_{\text{corrigé}} = 7,05$; $p < 0,01$.

⁹⁶ $\chi^2_{(3)} = 8,34$; $p < 0,05$.

accorder d'importance à ce facteur. La proportion des personnes qui le signalent est plus élevée à Albi et à Carmaux que dans les deux autres villes. À Albi et Carmaux, l'inquiétude devant l'intercommunalité est prise en compte par un peu moins de 50,0 % des répondants, ce qui confirme la teneur des entretiens menés auprès des édiles de la zone. Les communes rurales, notamment, expriment nettement qu'elles ont eu peur (parfois même ont encore peur) devant la grande ville qui leur paraît impérialiste. À Castres-Mazamet, 8,3 % des réponses vont dans le sens d'une absence d'inquiétude devant l'intercommunalité. Autrement dit, ce n'est pas cette absence qui a favorisé l'intercommunalité. Mieux, on peut dire que les maires locaux du sud ont su dépasser leurs craintes pour se mettre à collaborer. La dernière réponse possible, enfin, a été cochée par trop peu de répondants pour qu'on en tire des informations. Les tests, d'ailleurs, nous disent que les variations pour cette réponse ne sont pas inféribles.

2.3.1.1.2. Contribution à la redondance-variété

La comparaison entre les zones ne permet pas de déceler une différence dans la capacité à dépasser les obstacles. Mais une comparaison entre les villes montre que c'est le Nord qui a l'avantage sur le Sud (17 réponses contre 13). Les principales raisons invoquées par les personnes interrogées pour expliquer l'évolution intercommunale au nord et au sud du Tarn sont les appartenances politiques, l'importance de la vision à long terme des élus et l'inquiétude ou non des maires devant l'intercommunalité. L'interprétation des résultats suppose que l'on ait présent à l'esprit que les situations interrogées au Nord et au Sud sont inversées : au Sud, l'intercommunalité s'est faite très rapidement ; au Nord, elle a été bien plus lente et laborieuse. C'est pourquoi les questions étaient également inversées.

Sur le rôle de l'appartenance politique des élus de la zone, on demandait, à Albi-Carmaux, si cette construction lente était due aux différences politiques entre les élus. Dans cette zone où, effectivement, les oppositions politiques ont été (et sont encore) fortes, la réponse est nettement oui. À Castres-Mazamet, où l'on suggérait que les oppositions politiques internes ont été moins prégnantes, on demandait si cette relative proximité était la cause de la rapidité de constitution de CACM : la réponse est clairement non. Autrement dit, à Albi-Carmaux (mais en réalité à Albi, puisque Carmaux n'est pas entrée dans C2A), les divergences politiques ont freiné le mouvement, tandis qu'à Castres-Mazamet les proximités n'ont pas joué de rôle positif. Cependant, dans le Sud, la proximité politique que nous avons postulée dans la question a été toute relative. Les répondants ne s'en sont pas étonnés, sans doute parce que, depuis 2001, les deux municipalités

les plus importantes, celle de Castres et celle de Mazamet, affichent une même couleur politique. Mais, entre 1995 et 2001, tel n'a pas été le cas. Paradoxalement, pendant le mandat de Mandement, maire socialiste, la relation entre Castres et Mazamet, dirigée par Bourguignon, maire « divers droite », a été bonne. Les deux édiles avaient, disent leurs proches, la fibre intercommunale et savaient dépasser les clivages partisans. Pourtant, alors qu'avec l'élection de Pascal Bugis, Castres et Mazamet retrouvent l'unité politique, apparaît une distanciation entre les deux cités. Nous pouvons déduire de ces événements que des facteurs autres que politiques ont joué dans l'évolution du territoire. On a su, pendant longtemps, à Castres, dépasser ce type d'obstacle beaucoup mieux qu'à Albi. Le creuset du CBEST⁹⁷ y est certainement pour beaucoup, mais aussi les traditions ouvrière et entrepreneuriale : dans les deux sphères sociales, l'union peut faire la force, face aux défis extérieurs. Et nous savons que ce territoire a été et reste fermé, ramassé sur lui-même.

Des questions sur la vision à long terme des élus, sur le rôle de l'État et sur l'inquiétude devant l'intercommunalité n'apportent finalement pas de différence, malgré des réponses contrastées. Une autre sur l'inquiétude devant l'intercommunalité, pour les répondants, explique le retard albigeois beaucoup plus que l'absence d'inquiétude n'explique l'avancée castraise. Autrement dit, cette inquiétude, qui transparait bien dans les entretiens avec les maires des petites communes, joue bien un rôle dans les deux cas. Mais elle est dépassée à Castres et ne l'est pas à Albi jusque vers 2002, date où est prise la décision de création de C2A. Les clivages politiques évoqués dans les réponses restent actifs en 2003. Aujourd'hui, dans le Nord qui réussit, ils ont visiblement été dépassés. Dans le Sud, les querelles qui opposent Bugis à Folliot (l'élection législative de 2002), les ambitions politiques de Carayon à Lavaur sont le fait d'hommes animés de convictions politiques proches de la majorité présidentielle. Elles n'en sont cependant pas moins un obstacle sur lequel buttent les élus sud-tarnais.

Au total, pour ce qui concerne la capacité à dépasser les obstacles, la zone Albi-Carmaux obtient un score de 19 contre 39 à Castres-Mazamet, si on tient compte de l'ensemble des données validées ou non (différences inférables ou non). Avec les seules données validées (différences inférables), les résultats s'équilibrent (10 à chaque zone).

⁹⁷ CBEST : Comité de Bassin d'Emploi du Sud du Tarn, organisme qui a joué un rôle majeur dans la cohésion du territoire sud-tarnais depuis sa création en 1984.

2.3.1.2. Sur le projet de pays

2.3.1.2.1. Traitement des données

Une question s'intéresse au résultat de l'action mayorale. Dans le questionnaire destiné aux personnes de la zone d'Albi-Carmaux, elle se lit comme suit : « Comment expliquez-vous que le projet de Pays Albigeois et Bastides regroupe les communes qui n'avaient pas souhaité adhérer à C2A : ». Dans le questionnaire pour Castres-Mazamet, elle prend cette tournure : « Selon vous, pourquoi le territoire du bassin d'emploi du sud du Tarn se morcelle-t-il en trois projets de Pays : ». Les réponses pour ces deux questions ont le même objet, mais elles ne sont pas formulées de la même manière. La raison est la même que celle exposée pour la question 18, mais, cette fois, c'est à Albi que le mouvement est rapide et à Castres qu'il est bloqué.

La première réponse proposée a trait à la méfiance. À Albi-Carmaux, le libellé en est le suivant : « L'absence de méfiance actuelle envers Albi » ; à Castres-Mazamet, on le lit ainsi : « Une méfiance des élus des communes périphériques à l'égard de Castres ». Entre les zones, la différence de proportions est significative : pour 11,8 % des répondants à Albi-Carmaux, l'absence de méfiance joue un rôle⁹⁸ ; à Castres, ce sont 50,0 % des répondants qui cochent cette occurrence. Entre les villes les proportions doivent être considérées comme égales entre elles⁹⁹. La deuxième réponse, à Albi-Carmaux et Castres-Mazamet, se lit aussi selon deux formulations : « Des projets politiques proches dans l'ensemble du territoire concerné » et « des projets politiques différents dans chaque zone ». Les pourcentages sont égaux aussi bien entre les zones¹⁰⁰ qu'entre les villes¹⁰¹. Les projets politiques ne retiennent que peu l'attention. On ne les coche au plus qu'à 25 %, à Castres. La troisième réponse disponible est, à Albi-Carmaux : « Des projets économiques proches dans l'ensemble du territoire » et à Castres-Mazamet : « Des projets économiques différents dans chaque zone ». À nouveau, pas de différence entre les zones¹⁰², pas de différence entre les villes¹⁰³, peu d'attention accordée à cet aspect des choses. La quatrième

⁹⁸ $\chi^2_{\text{corrige}} = 8,47$; $p < 0,01$.

⁹⁹ $\chi^2_{(3)} = 2,87$; $p = 0,41$.

¹⁰⁰ $\chi^2_{\text{corrige}} = 0,79$; $p = 0,37$.

¹⁰¹ $\chi^2_{(3)} = 3,94$; $p = 0,27$.

¹⁰² $\chi^2_{\text{corrige}} = 0,42$; $p = 0,52$.

¹⁰³ $\chi^2_{(3)} = 5,46$; $p = 0,14$.

occurrence est : « Des caractères identitaires et culturels proches dans les diverses zones » ou « Des caractères identitaires et culturels différents dans chaque zone ». Cette fois, les proportions varient, mais seulement en fonction des villes¹⁰⁴. À Carmaux, on coche la case à 50,0 %. À Albi, on ne la coche pas. À Castres et Mazamet, on la coche à 25,0 % et 16,7 % respectivement. Entre les zones¹⁰⁵, les opinions sont également partagées. Pour la cinquième possibilité de réponse, on a les textes suivants : « Des choix identitaires et culturels proches dans les diverses zones » à Albi-Carmaux et « Des choix identitaires et culturels différents dans chaque zone » à Castres-Mazamet. Les proportions sont toujours égales et entre les zones¹⁰⁶ et entre les villes¹⁰⁷ ; presque personne n'accorde d'attention à cette dimension. Enfin, le dernier libellé est ainsi rédigé : « Des logiques de vie quotidienne (attraction de bassins de vie identiques) », pour Albi-Carmaux et « Des logiques de vie quotidienne (attraction de bassins de vie différents) », pour Castres-Mazamet. Pas d'inégalités de moyennes, ni par rapport aux zones¹⁰⁸, ni par rapport aux villes¹⁰⁹. On constate une certaine indifférence des répondants à l'égard de cette dimension.

2.3.1.2.2. Contribution à la redondance-variété

Une question nous réservait des surprises intéressantes. À Albi-Carmaux, le projet de pays est lancé, le périmètre de projet est validé par la CRADT¹¹⁰ et ce périmètre couvre le Cordais, le Ségala, l'Albigeois, le Carmausin et s'étend même jusqu'à quatre communes de l'arrondissement sud, Montredon-Labessonnié, Arifat, Mont-Roc et Rayssac. Pour une zone où l'intercommunalité a été si longue à démarrer et dans des conditions si difficiles, c'est un succès. À Castres-Mazamet, au contraire, le grand pays du Sud qui était projeté s'est morcelé en trois pays avec, à l'Ouest, le pays de Cocagne, à l'Est, le pays de la Montagne, ne laissant à Castres et Mazamet qu'un territoire exsangue, aux contours encore indéfinis (aucun périmètre

¹⁰⁴ $\chi^2_{(3)} = 8,40$; $p < 0,05$.

¹⁰⁵ $\chi^2_{\text{corrigé}} = 0,00$; $p = 1,00$.

¹⁰⁶ $\chi^2_{\text{corrigé}} = 0,33$; $p = 0,57$.

¹⁰⁷ $\chi^2_{(3)} = 3,44$; $p = 0,33$.

¹⁰⁸ $\chi^2_{\text{corrigé}} = 2,63$; $p = 0,11$.

¹⁰⁹ $\chi^2_{(3)} = 2,88$; $p = 0,41$.

¹¹⁰ CRADT : Conférence Régionale de l'Aménagement et du Développement du Territoire.

n'est validé par la CRADT) et qui devrait, s'il se concrétise, se limiter à peu près aux communes actuelles de CACM, Anglès et les communes du Sud-Est étant plutôt tentées par un pays interdépartemental avec des communes héraultaises. Cette fois, pour une zone où la construction intercommunale avait été si rondement menée depuis dix ans, c'est un échec patent. Peut-être est-il provisoire ? Pour l'heure, le bilan en ce domaine n'est pas positif.

Aussi les réponses proposées étaient-elles orientées de façon à vérifier si les répondants considéraient, dans le Nord, que le succès était dû à une absence de méfiance et, dans le Sud, au contraire, à une méfiance envers la ville centre. Pour chaque question, une hypothèse implicite était faite qu'il s'agissait de vérifier. Le succès du Nord était-il dû à une proximité des projets politiques, à des projets économiques proches, à des caractères identitaires et culturels proches, à des choix identitaires et culturels proches, à des logiques de vie quotidienne proches... ? Les questions étaient inversées pour la zone Sud où l'on constatait que le processus intercommunal était en panne. Les réponses proposées assumaient le fait qu'elles postulaient des situations sans doute illusoire : proximités identitaires et culturelles ou de projet politique, etc., à Albi-Carmaux, et différences sur ces divers plans, au Sud. Ce qui nous intéressait, c'était de voir si la réussite ou l'échec étaient affectés à ces dimensions de la vie territoriale dans les deux zones. Deux réponses seulement peuvent être considérées comme inférables : celle qui concerne la méfiance envers la ville centre et celle qui concerne les caractères identitaires et culturels. Encore faut-il remarquer que cette dernière n'est validée que pour les différences de réponses entre les villes, mais pas entre les zones, et qu'entre ces dernières, il n'y a pas de différence quand on cumule les réponses des deux villes concernées¹¹¹. C'est d'ailleurs l'inverse pour la question précédente. Celle-ci montre que la méfiance joue un rôle dans le projet, ce dont on pouvait se douter sur le plan de l'intuition, mais qui apparaît ici assez clairement.

¹¹¹ Remarquons toutefois qu'à Castres et Mazamet, il y a des différences qui jouent assez faiblement, d'une part, parce qu'en elles-mêmes elles sont limitées (deux villes industrielles fondées, certes, sur des branches différentes du textile), d'autre part, parce qu'on sait les dépasser. À Albi, aucun répondant ne pointe une telle occurrence : la réussite actuelle du projet de pays n'est pas due à une proximité culturelle, selon nous, parce qu'elle n'existe pas vraiment, sans doute aussi parce que l'on commence à savoir vivre avec de telles différences. On remarque que c'est pour Carmaux que cette question tient la plus grande place. Est-ce étonnant, dans la mesure où la CC du Carmausin s'est constituée à partir de trois communes minières et à l'exception de tout autre partenaire extérieur à cette identité ?

Pour Albi ou Carmaux, les répondants disent, nous semble-t-il, qu'il n'y a pas ou plus de méfiance réelle entre Albi et les autres communes. La nuance entre « pas » et « plus » est introduite pour induire l'idée que cette méfiance a été bien réelle, mais qu'elle a tendance à s'atténuer. Bien entendu, le type de projet en cause, la constitution d'un pays, majore cette impression : les risques d'une telle constitution sont bien moins sensibles pour les communes que ceux entraînés par la constitution d'une Communauté d'Agglomération. « C'est une communauté de projets et non de gestion », rappelait Bugis¹¹². La méfiance et la vigilance sont sans doute moins de mise dans un tel cas. Mais cela signifie peut-être, malgré tout, que ce territoire est en passe de s'unifier, d'entrer dans un processus de négociation, de délibération, peut-être.

Au Sud, les réponses nous suggèrent que, pour les personnes interrogées, une dimension nouvelle est en train d'apparaître. Depuis la création du Comité de bassin, le CBEST, en 1984, les édiles locaux avaient su dépasser leurs querelles politiques, voire personnelles, pour s'unir. Cette union fut sans doute la force de Castres, même si la ville a fréquemment laissé se perdre des occasions (la préfecture, l'autoroute, l'Université...). Or, nous disent les répondants, la méfiance joue aujourd'hui un rôle dans les difficultés du projet de pays. Cela signifie-t-il que l'on ne sait plus, même pour un projet qui engage peu, mais peut apporter des ressources supplémentaires, faire taire les querelles, surmonter les différences et les oppositions ?

Si tel était véritablement le cas, il s'agirait d'un tournant, peut-être passager, mais remarquable néanmoins, dans l'histoire récente de cette partie du territoire. Nous en tirerons plus loin les conclusions qui nous paraissent s'imposer.

2.3.2. Adaptation

La redondance-variété est facteur de souplesse et de capacités autopoïétiques. En interrogeant les acteurs sur la capacité d'adaptation de chaque système territorial, nous voulions estimer directement la première de ces caractéristiques. Dans une certaine mesure, nous allions directement au résultat. Nous interprétons ici les réponses comme si elles augmentaient indirectement l'ultrasensibilité par le biais de la redondance-variété. Cette manière de faire n'a aucune incidence sur le résultat final.

¹¹² Entretien du 13 mars 2004, mairie de Castres.

2.3.2.1. Capacité d'adaptation

2.3.2.1.1. Traitement des données

La capacité d'adaptation des deux systèmes territoriaux peut s'estimer à l'aide de deux questions. Une première est formulée ainsi : « Les autorités communales [de la ville x] et intercommunales vous paraissent-elles capables de s'adapter rapidement ? ». Les réponses se rapportent à la zone ou à la ville de même qu'à C2A et CACM, et elles s'inscrivent dans une échelle à quatre niveaux dont la valeur inférieure est 1, « pas capables », et la valeur supérieure est 4, « très capables ». Les moyennes sont plus élevées à Albi-Carmaux qu'à Castres-Mazamet. C'est donc à Albi-Carmaux qu'on accorde le plus de crédit à l'aptitude des municipalités ou des Communautés d'Agglomérations à s'adapter rapidement aux sollicitations de leur environnement. À l'égard des autorités municipales, la moyenne de la première zone est de 3,20 et, pour la seconde, elle est de 2,78¹¹³. À l'égard des autorités intercommunales, elle est de 3,23 pour la première zone et de 2,70 pour la seconde¹¹⁴. Si l'on revient au potentiel des autorités municipales et que l'on compare les quatre municipalités, on ne trouve pas d'inégalité de moyennes¹¹⁵. On découvre par contre une telle inégalité entre les villes en ce qui a trait aux autorités communales ; la moyenne la plus faible étant celle de Mazamet (2,40), la plus forte, celle de Carmaux (3,60)¹¹⁶.

2.3.2.1.2. Contribution à la redondance-variété

C'est à Albi-Carmaux que la capacité d'adaptation est la plus élevée selon les réponses. Nous avons déjà vu que les autorités albigeoises sont considérées comme mieux informées du résultat de leurs actions. Nous avons rapproché cette opinion de celle de Roggero considérant que ces autorités développent plus de récursivité. C'est là l'un des éléments de cette capacité supérieure à s'adapter qui est signifiée par les personnes interrogées. Cette qualité albigeoise semble donc perdurer au cours des années. La partie de la question qui concernait l'intercommunalité présentait, à Albi-Carmaux, une ambiguïté : les répondants de Carmaux ont-ils répondu pour C2A ou pour la C.C. du Carmausin ? Bien entendu, quoi qu'il en soit, les deux Communautés du Nord l'emportent dans les réponses sur la CACM. Mais, dans le doute sur la nature des réponses, nous avons décidé de ne pas comptabiliser cette réponse.

¹¹³ $t_{(56)} = 2,22$; $p < 0,05$.

¹¹⁴ $t_{(44)} = 2,89$; $p < 0,01$.

¹¹⁵ $F_{(3,32)} = 1,96$; $p = 0,14$.

¹¹⁶ $F_{(3,23)} = 3,69$; $p < 0,05$.

2.3.2.2. Modes d'adaptation

2.3.2.2.1. Traitement des données

La question sur la rapidité de l'adaptation des autorités est suivie d'une autre sur leur façon d'intervenir. Les répondants sont invités à se prononcer sur quatre types d'interventions qui valent pour les autorités municipales ou pour les autorités intercommunales. S'ils cochent la case associée à la réponse suggérée, cela signifie qu'ils considèrent que celle-ci désigne un moyen employé par les autorités pour assurer leur adaptation. Les quatre possibilités de réponse sont les suivantes : 1) « en changeant les objectifs », 2) « en changeant les moyens », 3) « en changeant les structures » et 4) « en agissant plus ou moins sur ces trois éléments ».

Dans la comparaison entre les deux zones, on ne découvre d'inégalité de proportions qu'à l'égard de la quatrième des réponses possibles et c'est à Albi-Carmaux que le pourcentage des personnes qui choisissent cette réponse est le plus élevé, à 81,3 %, alors qu'à Castres-Mazamet, ce chiffre est de 45,8 %¹¹⁷. À deux exceptions près, c'est la proportion des personnes qui ne choisissent pas la réponse qui est la plus élevée. Dans la comparaison entre les quatre villes, encore une fois, les proportions ne sont inégales que pour la quatrième réponse possible ; Albi présente le pourcentage le plus élevé (93,3 %) ; Castres, montre le plus faible (37,5 %) ; les deux autres ont des proportions identiques (66,7 %)¹¹⁸.

2.3.2.2.2. Contribution à la redondance-variété

Une question était destinée à estimer le caractère de l'action communale et intercommunale. Face à une difficulté, avait-on l'habitude de changer les objectifs, les moyens, les structures ou de jouer sur les trois registres ? Il nous semble que cette dernière méthode désigne un mode d'action plus complexe. Se contenter de changer les objectifs peut être considéré comme étant une attitude de soumission aux événements, même si cela peut parfois être aussi la reconnaissance d'une erreur de programmation. De même, s'il s'agit seulement de changer les moyens, ce qui correspond à un certain bon sens, la question que se pose l'équipe d'élus risque d'être bien étroite : on peut indéfiniment abonder un projet impossible à atteindre... Enfin, un changement de structure, bien que parfois utile, est souvent inopérant parce qu'il évite fréquemment de s'interroger sur la véritable nature du problème et permet de

¹¹⁷ $\chi^2_{\text{corrigé}} = 6,18$; $p < 0,05$.

¹¹⁸ $\chi^2_{(3)} = 8,17$; $p < 0,05$.

se donner l'air d'agir à bon compte. La modulation de ces trois méthodes semble au contraire impliquer une réflexion approfondie et une récursivité des élus sur eux-mêmes. C'est la seule la réponse retenue. Les autres servaient de guide et de complément à la dernière. Seule la réponse concernant les communes est validée, celle concernant les intercommunalités ne l'est pas.

Les résultats penchent dans le sens de la zone Albi-Carmaux où les édiles semblent procéder avec plus de nuances dans leur action publique. Ne pourrait-on pas dire que, dans une zone où le consensus est *a priori* moins facile à obtenir, les acteurs finissent par développer une capacité particulière du dosage des actions devant conduire à de difficiles compromis ? Dans une zone, Castres-Mazamet, où le dialogue est établi depuis de nombreuses années et où le consensus semble relativement plus facile à obtenir, ne peut-on imaginer qu'une évolution inverse puisse se produire ? Nous n'avons pas les moyens empiriques de vérifier notre hypothèse. Elle semble, cependant correspondre à ce qui transparaît dans les discours et attitudes des élus, mais...

2.3.3. Désir de simplification

2.3.3.1. Traitement des données

« Pensez-vous nécessaire de simplifier la structure politico-administrative actuelle en France (architecture des niveaux : communes, départements, régions, mais aussi, interférences des communautés et des pays) ? ». Cette variable avait pour fin de vérifier la position des répondants sur la question de l'opacité dont semblaient se plaindre la plupart des élus rencontrés, opacité associée au manque de clarté et de simplicité des structures et procédures administratives tant nationales qu'européennes. L'échelle qui y correspond offre quatre valeurs dont la plus élevée est « nécessaire » et la plus faible, « surtout pas ». Les moyennes sont bien au-dessus de 3 et elles sont égales et entre les zones¹¹⁹, et entre les villes¹²⁰.

« Pensez-vous nécessaire de simplifier les procédures politico-administratives actuelles en France en matière de fonctionnement des : ». Cinq catégories de réponses sont liées à cette question : 1) Communautés de communes, 2) Communauté d'agglomération, 3) Contrats de villes moyennes, 4) Contrats de pays et 5) Financement de ces institutions. À chacune de ces catégories correspond une échelle à trois niveaux que nous choisissons de traiter comme cardinale. Le niveau 1 signifie « non », le niveau 2, « important », le niveau 3, « nécessaire ». Les deux zones s'entendent sur les cinq catégories. Les quatre

¹¹⁹ $t_{(56)} = 0,36$; $p = 0,72$.

¹²⁰ $F_{(3,32)} = 0,05$; $p = 0,99$.

villes sont d'accord sur quatre points et diffèrent sur les Contrats de pays¹²¹. Sur ce point particulier, les Carmausins sont les moins préoccupés avec une moyenne de 1,75, les Albigeois sont ceux qui le sont le plus avec une moyenne de 3. Cette inégalité de moyennes, par contre, doit donner lieu à quelque réserve du fait du petit nombre des individus qui se sont prononcés sur ce point. Les moyennes, dans la plupart des cas, se situent entre 2 et 3 et elles sont généralement plus proches de 2 que de 3.

2.3.3.2. Contribution à la redondance-variété

Si les personnes interrogées répondent qu'il est nécessaire ou important de simplifier les structures et les procédures, c'est que la redondance pour eux n'est que pathologique et engendre une opacité qu'ils considèrent comme pathologique également. Dans ce cas, on peut considérer que cette attitude est négative pour la variété du système et son ultrasensibilité. Les scores sont donc affectés de telle sorte que la ville qui a donné le plus de réponses favorables à la simplification obtient le score le plus bas, puisque sa contribution à la variété est la plus faible. En fait, seule la réponse concernant les pays est testée positivement. Et, paradoxalement, cette réponse montre que les opinions sont semblables dans les deux zones. La crainte de la redondance et de l'opacité qui l'accompagne généralement est partagée sur l'ensemble du territoire. Nous devons revenir sur le cas carmausin qui, à travers la plupart des données, occupe une place contre-intuitive : c'est pour cette ville que la préconisation de simplification est la plus faible.

2.3.4. Contribution de la redondance-variété à l'ultrasensibilité

Les résultats montrent des écarts dans l'impact de la redondance-variété sur l'ultrasensibilité des deux systèmes territoriaux : les scores sont respectivement de 108,5 au Nord et 101,0 au Sud. La prise en compte des seuls écarts testés inférables accentue d'ailleurs nettement la différence : respectivement 36,0 et 24,0. Le nombre inférieur d'indicateurs retenus dans ce cas en est-il la cause et cela signifie-t-il que, lorsque l'investigation est plus large, le résultat devient plus incertain ? Il nous semble, au contraire, que le fait de ne prendre que des écarts inférables rend plus significative l'analyse : seuls les écarts qui prennent vraiment sens, c'est-à-dire qui correspondent bien à une représentation partagée par les acteurs du territoire, sont alors retenus et les différences de configuration systémique des territoires peuvent aussi être clairement déduites.

¹²¹ $F_{(3,13)} = 4,57$; $p < 0,05$.

3. Principaux résultats : la re-production des systèmes territoriaux

Ce dernier volet doit donc désormais, partant de l'estimation de l'ultrasensibilité des deux systèmes territoriaux, en donner une interprétation, examiner les paradoxes, tenter de décrypter ce qui est en train de se jouer au Nord et au Sud. Nous disposons désormais d'une estimation globale de ce que nous avons appelé « ultrasensibilité », pour les deux systèmes territoriaux du nord et du sud du Tarn. L'utilisation de l'ensemble des indicateurs est confirmée et même accentuée par l'utilisation des seuls indicateurs validés par les tests. Dans les deux cas, et surtout dans le second, la conclusion est nette : la zone d'Albi-Carmaux dispose d'une ultrasensibilité supérieure à celle qui caractérise la zone de Castres-Mazamet (tableaux 7 et 8).

Tableau 7
Estimation de l'ultrasensibilité des deux systèmes (toutes les variations)

Indicateur	Albi	Carmaux	Castres	Mazamet	Total Albi-Carmaux	Total Castres-Mazamet
	r	r	r	r	Σ_r	Σ_r
Couplage	53,5	36	44,5	36	89,5	80,5
Ouverture	43	57,5	36,5	22	100,5 ¹	58,5 ¹
Redondance-variété	59	53	45	53	108,5 ¹	101,5 ¹
Σ_r	155,5	146,5	126,0	111,0	298,5 ¹	242,0 ¹

Tableau 8
Estimation de l'ultrasensibilité des deux systèmes (variations inférables)

Indicateur	Albi	Carmaux	Castres	Mazamet	Total Albi-Carmaux	Total Castres-Mazamet
	r	r	r	r	Σ_r	Σ_r
Couplage	8	3	4	5	24,0 ¹	16,0 ¹
Ouverture	—	—	—	—	35,0 ¹	15,0
Redondance-variété	10	11,5	8	10,5	36,0 ¹	24,0 ¹
Σ_r	18,0	14,5	12,0	15,5	95,0 ¹	55,0 ¹

¹ Certains indicateurs ayant été estimés à partir des zones (variations inférables) et non des villes (indicateurs non validés ou validés), le total des deux dernières colonnes n'est pas forcément égal à celui des colonnes précédentes. Pour l'ouverture, les écarts constatés ne sont jamais inférables pour les villes et ne le sont que pour les zones.

Nous avons abondamment commenté et interprété chacun des indicateurs, tout au long de la progression de notre travail d'estimation. Une partie des conclusions possibles est désormais connue. Il reste donc à relier ces interprétations pour reconstituer le visage des deux territoires tel qu'il nous apparaît au terme de cette modélisation.

3.1. Ultrasensibilité des deux systèmes territoriaux : précautions méthodologiques

Les résultats obtenus ont quelque chose de paradoxal par rapport à ce que nous pouvions attendre. En effet, le système territorial qui semble avoir le mieux réussi durant la période 1995-2001 est celui qui apparaît comme possédant le moins de variété et d'ultrasensibilité et, au contraire, le plus de couplage. Or, notre hypothèse, conformément à la théorie des systèmes, était que le système le plus dynamique (au sens, ici, où il avait le mieux avancé dans la voie de l'intercommunalité) devait être celui qui possédait la variété la plus forte.

Jusqu'en 2001, date des élections municipales, le sud du Tarn apparaît comme un modèle en matière d'évolution territoriale. Mais il n'a pas pour autant résolu la plupart des problèmes qui le poignent. La crise du textile continue ou finit de s'étendre à l'ensemble des secteurs qui conservaient encore quelques chances de survie. Son déclin serait général, n'était la présence de Pierre Fabre et de ses quelque mille emplois, ses taxes professionnelles et ses appuis politiques, qui, d'ailleurs, ne profitent guère à la ville durant la période 1997-2002. Les efforts de la Communauté d'Agglomération pour remplir le site du Causse Espace Entreprises ne se concrétisent guère : il faut quinze à dix-huit ans, nous disait Maurel, président de la CCI, pour qu'un tel projet réussisse¹²². Cependant, notre travail porte essentiellement sur la période qui va de 2000 à 2003. C'est durant l'automne 2003 que les questionnaires sont envoyés. Quel est le temps qui s'est imposé aux acteurs interrogés ? Lorsqu'ils désignent telle particularité d'Albi, de Carmaux ou de Castres ou de Mazamet, qu'ont-ils en tête ? Pour Castres, est-ce le mandat de Mandement ou celui de Bugis ? Quand ils font référence à Carmaux, songent-ils à son déclin inéluctable au long des dernières décennies ou à l'espoir mêlé de crainte qu'a suscité La Découverte ? Cette question, celle des temporalités des acteurs, est importante parce que les territoires étudiés se trouvent sans doute à une charnière conjoncturelle de leur histoire.

¹²² Entretien du 3 mars 2004 à la CCI de Castres.

Ces deux remarques permettent de mettre le travail en perspective. Nous raisonnons sur un objet particulier qui est le développement intercommunal et ne devons pas oublier que ce dernier se produit dans un contexte plus large où la crise est à la fois cause et conséquence des choix faits dans le domaine que nous étudions. Il faut donc constamment y revenir. Nous raisonnons sur des représentations de personnes engagées dans le processus étudié. S'il est un point fixe possédant quelque « objectivité », ce ne peut être que le résultat particulier qui est atteint par les deux systèmes : l'intercommunalité est en panne, ici, elle se développe, là. Encore ce diagnostic est-il également empreint de toute notre subjectivité : après tout, ce jeu d'avances et de retards a déjà été observé, et en sens inverse, dans ces deux territoires et une nouvelle inversion est toujours possible.

En fait, c'est le modèle qui confère une certaine objectivité à ce que nous relatons, c'est lui qui est « objectivant ». Et ce dernier nous dit que, dans l'état actuel de ces territoires, tel état de fonctionnement correspond à tel niveau de tel ou tel indicateur : le fait que l'intercommunalité soit en panne à Castres-Mazamet et se développe à Albi-Carmaux correspond aujourd'hui à un niveau de couplage inférieur, à un niveau d'ouverture supérieur et à un niveau de redondance-variété supérieur à la zone d'Albi-Carmaux comparée à celle de Castres-Mazamet, selon les déclarations des acteurs.

Pour quand valent ces déclarations ? Interrogées en fin de 2003, les personnes qui nous ont répondu l'ont sans doute fait pour cet intervalle qui va de l'instant de la réponse jusqu'aux quelques mois précédents qui ont, pour quelque raison que ce soit, attiré leur attention d'acteur. Autrement dit, nous pensons que les résultats obtenus le sont pour la période présente, celle qui est postérieure à 2001, et qu'ils sont globalement conformes à l'hypothèse de la théorie des systèmes : c'est bien le système territorial qui affiche actuellement la plus forte ultrasensibilité qui réussit le mieux actuellement dans le domaine de l'intercommunalité.

3.2. Comparaison des deux territoires

Un tableau général nous permettra de comparer terme à terme les indicateurs pour les deux zones. On n'y reproduit pas les valeurs mesurées, mais seulement le sens de l'écart entre les deux territoires.

D'où vient la plus forte ultrasensibilité du système albigeois ? Le tableau montre que sont en cause l'ouverture et la redondance-variété.

Cette ouverture est postulée par les répondants qui n'avaient pas à l'argumenter. Pour eux, collectivement, Albi est plus ouverte que Castres et la zone Nord l'est davantage que la zone Sud. Cette supériorité de l'ouverture provient, selon les répondants, d'une meilleure maîtrise des ressources administratives, ce qui n'étonne pas pour la ville préfecture, et de la communication. Il est évidemment difficile de comparer ce qui est largement qualitatif. Le sentiment, au vu des modes de communication à Castres et à Albi, est que c'est surtout la Communauté d'Agglomération qui communique dans le Sud, bien que le bulletin municipal de Castres, *Vivre à Castres*, soit bien conçu et attractif. À Albi, la communication de C2A occulte moins celle de la ville.

Conséquence d'une histoire bien plus récente ? Sans doute. Castres apparaît plus dépendante aux répondants et sur les deux ressources pour lesquelles Albi paraît plus ouverte : la ressource administrative et la ressource communicationnelle. Les ressources propres de Castres sont clairement inférieures. Le besoin de l'intervention de l'État pour le désenclavement routier, par exemple, en est un signe et le Sud n'a pas su, jusqu'à présent, mobiliser cette intervention en sa faveur. Enfin, la récursivité, exprimée par la connaissance du résultat de l'action, est supérieure à Albi. N'est-ce pas celle-ci qui a souvent permis à la préfecture de coiffer la sous-préfecture sur le poteau lorsque les projets de l'une et de l'autre étaient en concurrence ? Pour le reste, les villes se ressemblent : rien ne paraît les différencier en ce qui concerne les sentiments d'ouverture socioéconomique et culturelle. Il est généralement déclaré que les deux zones sont assez ouvertes, ce qui paraît peu discutable *a priori* aujourd'hui. C'est le contraire qui constituerait une anomalie apparente, en un temps où les moyens financiers, notamment, proviennent de l'État et de l'Union européenne, en contrepartie de projets qui doivent associer les territoires.

La zone d'Albi-Carmaux montre également davantage de redondance-variété que Castres-Mazamet. C'est dans la capacité à dépasser la méfiance à l'égard de la ville centre que cet avantage est acquis. Cette qualité longtemps castraise est donc devenue albigeoise ? Il est vraisemblable que la réponse est oui, d'une part parce que les édiles albigeois ont acquis par apprentissage l'art du débat interne, d'autre part parce qu'il semble que les Castrais l'aient perdu. Les diverses raisons pour lesquelles ces changements sont intervenus seront au cœur du dernier volet de cet article.

Tableau 9
Récapitulatif : comparaison des dimensions
et indicateurs entre les deux zones

Albi-Carmaux	Dimensions et indicateurs		Castres-Mazamet
2 : C2A (Albi) et C.C. du Carmausin	Nombre de Communautés		1 : CACM (Castres et Mazamet)
-	COUPLAGE	+	
	=	Systèmes d'acteurs	=
	=	Réseaux	=
- + } =	Culture	=	
=	Identité	=	
	- Tradition	+	
	= Sentiment d'appartenance	=	
+	OUVERTURE	-	
Socioéconomique	=	Sentiment d'ouverture	=
Culturelle	=		=
Administrative	+		-
Communicationnelle	+		-
	-	Sentiment de dépendance	+
	=	Information des autorités	=
	+	Information sur l'action	-
+	REDONDANCE-VARIÉTÉ	-	
+	Capacité à surmonter les obstacle	-	
+	capacité d'adaptation	-	
+	Méthode d'adaptation	-	
=	Sentiment de la nécessité de simplifier	=	
+	ULTRASENSIBILITÉ	-	

Les espaces grisés correspondent aux dimensions et aux indicateurs pour lesquels une zone présente une plus forte contribution à l'ultrasensibilité totale du système territorial. Dans la dernière ligne du tableau, la nuance de gris est plus soutenue pour visualiser que l'on désigne le résultat global du tableau.

Une meilleure capacité d'adaptation est conférée au Nord. Les stratégies albigeoises le montrent : Bonnacarrère a su, depuis son premier mandat, négocier tous les projets sensibles et les laisser mûrir, non en se contentant d'attendre, mais, tout en les traitant, en leur laissant du temps. Ainsi se sont lentement résolus ou sont en passe de le faire, le problème du doublement de la rocade Est d'Albi, celui de la voie de « grand contournement » de la ville par l'Ouest, vers Cagnac les Mines. Bien que des

oppositions et des critiques se manifestent, les dossiers avancent. Ceux du Sud sur l'« Axe Nord-Sud », la nationale 112 reliant Albi à Castres et Mazamet, la liaison avec Toulouse... n'ont guère bougé depuis plusieurs années, malgré l'effort de la CACM, notamment en matière de financement.

Le mode d'adaptation est déclaré plus complexe à Albi-Carmaux. C'est nous qui traduisons par « complexe » ce que déclarent les personnes interrogées. La capacité à jouer sur une gamme de moyens est plus grande à Albi. L'art de la plainte dont parlait Roggero réclame une telle capacité. Toute diplomatie a tendance à s'y inscrire. Or, Albi semble, à proprement parler, être habile diplomate, ce qui lui permet de capter, dans un environnement sur lequel elle est ouverte, les ressources qui lui manquent. Ce n'est pas le cas de Castres ou de Mazamet.

Les autres indicateurs ne nous disent rien qui permette de différencier les deux zones. Dans l'une et dans l'autre, la complication des schémas et l'opacité qui en émane inquiètent et sont l'objet d'un fort rejet. Des différences donc, assez nettes, entre les deux territoires, mais au milieu de ressemblances nécessaires.

La dernière question est donc de savoir ce qu'induisent ces différences sur le comportement des deux systèmes.

3.3. Inversion des positions et des processus

Le système castrais est en panne. Le système albigeois est en pointe. Selon nous, c'est vers l'année 2001 que la bifurcation a lieu.

Jusque là, on a à Castres un système bien rodé qui fonctionne sur le rassemblement des acteurs, sur leur capacité à faire ensemble. Certes, le système enregistre des échecs. Sa maîtrise de l'ouverture est insuffisante, sa capacité à mobiliser des réseaux extérieurs n'est pas à la mesure des défis. Mais le système est projectif et il sait se mobiliser sur les projets. Le District, la Communauté d'Agglomération, l'aéroport du Causse, le Causse lui-même, avec sa boucle numérique, son téléport, les pépinières d'entreprises ou, encore, l'hôpital intercommunal de Castres-Mazamet, tous ces projets sont nés, ont mûri, se sont réalisés, parce que des hommes, parfois d'opinions politiques opposées, ont su se rencontrer et s'entendre. Au Nord, les Albigeois sont restés longtemps paralysés par des querelles que certains trouvaient byzantines et c'est surtout leur grande capacité à capter des ressources qui leur permettait de bien figurer face à la sous-préfecture.

L'élection municipale de 2001 peut être considérée comme le point de départ symbolique des difficultés castraises. L'élection de Bugis conduit au remaniement des représentants communaux à la CACM. En outre, Limouzy est élu contre la candidature, retirée au dernier moment, de Bourguignon et, peut-être, les ambitions secrètes de Bugis. Avec celui qui fut un maire actif de Castres, très favorable à l'intercommunalité, c'est aussi Fabre qui glisse un œil dans l'institution et dans le travail des maires. En 2002, les élections législatives vont se dérouler à la confusion du nouveau maire de Castres qui briguit la députation. C'est un jeune conseiller général de droite qui devient député de la Montagne. La ville de Castres ne dispose donc pas, de nouveau, d'un accès au Centre. Durant le mandat de Mandement qui n'était pas député non plus, la proximité politique avec le pouvoir central (1997-2002), avec les présidents du Conseil général et régional, l'un député en exercice, l'autre ancien ministre, ouvrait des portes. Bugis, au départ (2001-2002), est dépourvu de ces ressources-là.

Le changement de majorité gouvernementale, en 2002, pourrait dégager l'horizon castrais. Mais, d'une part, malgré la proximité politique, il reste une rivalité entre Bugis et Folliot. D'autre part, à l'Ouest, Carayon, lui aussi élu de droite, maire de Lavaur, n'a guère d'affinités avec Castres et son maire. Enfin, en décembre 2002, le décès de Bourguignon vient modifier la situation mazamétaine. La première adjointe, Monteil, devient maire par déplacement mécanique vers le haut de tous les conseillers et adjoints. Sans véritable expérience politique, elle est visiblement « guettée au coin du bois » par divers élus qui, sans doute, espéraient que la responsabilité puisse leur revenir. Contrairement à Bourguignon qui était un maire à forte personnalité, capable de « coups de gueule », disent ses amis comme ses opposants, respecté par ceux-ci comme par ceux-là, Monteil peine à s'imposer. Dans le même temps, la CACM commence à s'essouffler devant les transferts de compétence nombreux qu'elle doit subir et les règles formelles qui sont désormais en œuvre et remplacent la coopération fortement informelle du District.

Il y a conjonction d'événements qui, en se composant, vont détruire l'état antérieur que l'on pouvait qualifier au moins d'« homéostasie dynamique ». Le nouveau maire de Castres est décrit par ses adversaires et, même, certains de ses amis politiques, comme « castro-castrais ». Lui-même revendique cette position en affirmant que le sud du Tarn ne peut s'en sortir qu'avec Castres. Son intérêt ne va pas à l'intercommunalité qui est composée de telle sorte qu'il n'y a en son sein que « Castres et du

mazamétain »¹²³. C'est dans le pays que Bugis voit un véritable intérêt : c'est un espace de projet et non de gestion, dit-il au cours de l'entretien. Il est d'ailleurs moteur dans le projet d'un grand pays qui devrait regrouper à peu près tout le sud du Tarn et, en tout cas, au moins le territoire du Comité de Bassin d'Emploi.

Nous avons déjà dit que le pays rêvé par le maire de Castres ne verra pas le jour, au moins pas pour l'instant. Le projet concurrent de Carayon lui enlève le pays de Cocagne, c'est-à-dire les communes du Sud-Ouest dont il espérait l'adhésion. La rivalité de Folliot lui ôte toute la Montagne et ces communes du Sud-Est dont il avait refusé l'entrée dans la CACM, parce qu'elles ne disposaient que de peu de moyens et qu'elles étaient « mazamétaines ». Le pays d'Autan, comme se nomme maintenant ce qui reste du pays du Sud du Tarn, devra se contenter de voir se joindre quelques communes à l'actuelle Communauté d'Agglomération.

Quelle interprétation « systémique » peut-on donner de cette évolution ?

Selon nous, ce qui se passe au niveau systémique, c'est la disparition, à Castres et Mazamet, de l'atout qui résidait dans le couplage sans gain du côté de l'ouverture et/ou de la redondance-variété. À Albi, par contre, sans rien perdre de ses ressources en termes d'ouverture et de redondance-variété, les acteurs gagnent en couplage : on prend l'habitude nouvelle de délibérer, de se regrouper, de partager des projets. Bien sûr, il y a découplage avec Carmaux. Mais les initiatives et l'appui du député Quilès, du sénateur Pastor, du département et de la région permettent à cette ville, non d'évoluer, mais au moins de ne pas sombrer. Albi est délivrée de ce qui serait un poids mort pour elle, selon son maire. Nous savons que trop de variété face à trop peu de couplage entraîne pour le système une dispersion et un manque de maîtrise de ses ressources. Sa capacité d'autofinalisation peut en être diminuée et une certaine « anarchie » peut s'emparer d'elle. Plus précisément, le manque de cohésion hypothèque la capacité pour ce système d'initier et de mener à bien les projets qui doivent le faire évoluer. Dans le cas de la zone d'Albi-Carmaux, la dispersion peut apporter de la souplesse et des ressources supplémentaires. À l'inverse, un système dans lequel le couplage est fort possède une cohésion et une capacité importante à initier (à négocier, à délibérer et/ou à imposer, dans certains cas) les projets qui lui paraissent nécessaires. Pourtant, sa forte cohésion peut aussi constituer une faiblesse,

¹²³ Entretien du 13 mars 2004, mairie de Castres.

dans la mesure où il peut manquer d'imagination et ne se centrer que sur des projets qui maintiennent plus ou moins le statu quo ou ne font pas fondamentalement changer les choses. Dans le langage de Barel, un tel système est capable d'initier des changements statiques et non dynamiques, c'est-à-dire, on s'en souvient sans doute, sans que la logique du système soit affectée. On pourrait dire que, de ce point de vue, le système est plus « robuste ». En d'autres termes, finalement, il résiste mieux au changement, il défend mieux son homéostasie. Mais, justement parce qu'il résiste mieux au changement, il devient plus vulnérable dans un environnement qui, lui, devient plus évolutif ou aléatoire. Dans un tel environnement, la souplesse donne un avantage dont la robustesse ne compense sans doute pas l'absence. On peut donc penser aussi que ce système, s'il est plus « robuste » est également plus « fragile ». En effet, devant les défis nouveaux et les situations inédites, un tel système manque de capacités de réactions adaptées, son imagination limitée le conduit à rechercher de vieilles recettes. Celles-ci sont parfois capables de traiter provisoirement le problème. Mais, dans ce cas, la suite de l'histoire risque de réserver des surprises. C'est, semble-t-il, ce qui est en train de se produire dans le sud du Tarn.

Conclusion : un méta-modèle d'aide au diagnostic territorial¹²⁴

La connaissance empirique acquise sur les territoires objets de cette étude par leur fréquentation, leur exploration, leur questionnement n'est pas sortie du puit toute nue comme la vérité. Elle est née d'un compromis passé avec le réel observable par le biais d'un protocole d'exploration et de questionnement. Nous avons dû imposer aux territoires un langage qui soit compréhensible par eux et par nous. Le dialogue qui s'est noué entre eux et nous supposait cette communauté d'expression. Les conventions qui se trouvent à la base de ce dialogue s'enracinent dans cette conviction que la réalité sensible est trompeuse ou est ininterprétable sans l'appui d'un viatique minimum constitué de codes et de « chiffres »¹²⁵ : le premier travail, après l'étonnement d'où surgit une première question, fut l'encodage. Dès cet instant, le modèle était présent, sous-jacent dans nos explorations. Et ces explorations n'ont pu se faire que dans les termes encore incertains du modèle en gestation. Ce sont elles qui, en retour, ont

¹²⁴ Ce terme nous a été suggéré par Jean-Louis Le Moigne en lieu et place de « modèle de diagnostic territorial ».

¹²⁵ Au sens du service britannique du « Chiffre ».

enrichi le modèle encore embryonnaire. Dans ce mouvement de récursivité, le terrain est né du modèle, le modèle est né du terrain guidé par le choix de faire apparaître dialogue, récursivité, hologrammie, c'est-à-dire des caractères centraux de ce que nous appelons une « modélisation complexe ». C'est dans et par cet ensemble de conventions que « la théorie décide de ce que nous sommes en train d'observer »¹²⁶, ainsi que le disait Einstein.

Cette dernière partie a apporté, relativement au cadre théorique décrit, les réponses que nous avons obtenues des territoires interrogés. Elle nous a parlé de cette caractéristique que nous avons considérée comme importante pour tout système territorial et, au-delà, pour tout système sociétal : l'ultrasensibilité. Elle nous a donné les configurations comparées des deux systèmes mis en présence par le protocole de recherche et nous a informé sur les potentialités de chacun d'entre eux quant à ses capacités de re-production face aux défis qu'il doit relever. En ce sens, nous disposons là d'un modèle opérationnel utilisable en prospective territoriale et pouvant servir de base à une aide au diagnostic et, partant, à la décision dans de tels systèmes.

Nos investigations montrent que les deux systèmes interrogés ne présentent pas la même configuration actuelle et que leur évolution est différente. Ces différences ont été cristallisées dans un chiffre permettant la comparaison rapide, d'« un seul coup d'œil ». Mais une telle opération, si elle permettait un diagnostic rapide, ne permettrait pas de fonder ce diagnostic. Il a donc fallu expliciter le langage du modèle, le traduire en langue naturelle et montrer ce que peut signifier, pour les acteurs notamment, le fait que l'ultrasensibilité d'un territoire soit supérieure ou inférieure à celle de l'autre.

C'est d'un retour sur le territoire concret qu'il s'est donc agi : partant de données sommes toutes assez simples dans leur apparence, nous avons trouvé une très grande quantité d'informations qui ont pu donner du sens à nos observations. À travers le langage du modèle, le réel observé a pris une signification que nos déambulations, même attentives, ne pouvaient lui donner avec autant de force.

¹²⁶ Cité par P. Watzlawick, *La réalité de la réalité. Confusion, désinformation, communication*, Paris, Seuil, 1978 (1976), p. 53.

ANNEXES

Annexe 1 : Carte de l'intercommunalité dans le Tarn

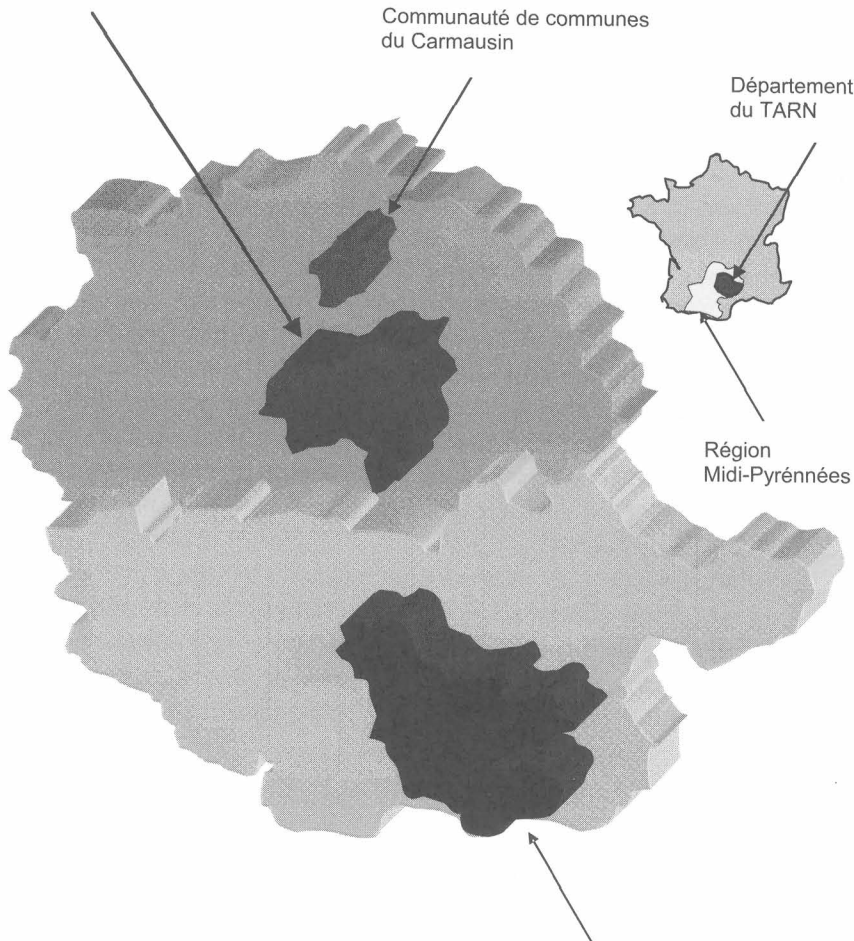
C2A : Communauté d'Agglomération
de l'Albigeois

Communauté de communes
du Carmausin

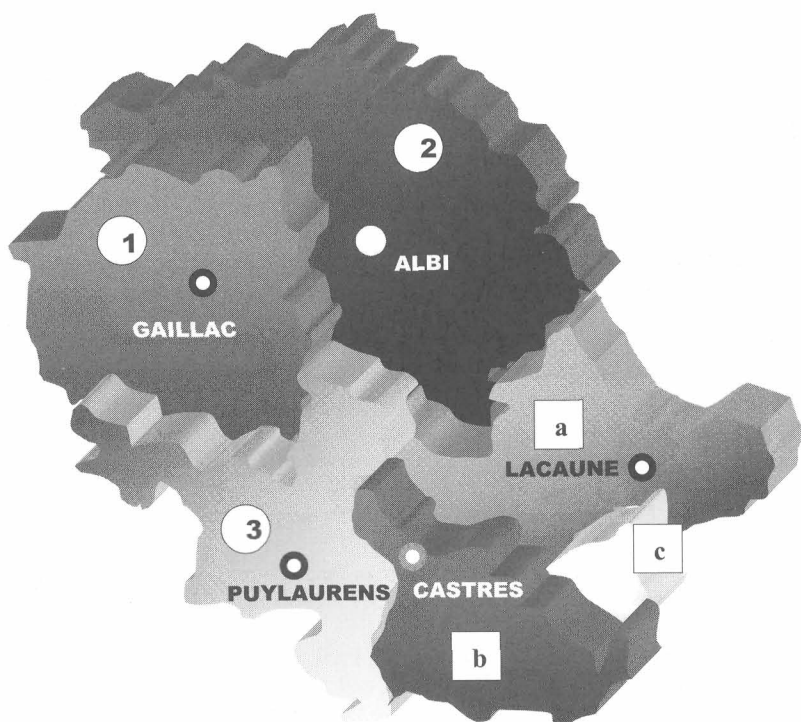
Département
du TARN

Région
Midi-Pyrénées

CACM : Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet



Annexe 2 : Carte des projets de pays dans le Tarn



LÉGENDE :

Pays validés par la CRADT

1 = Pays du Nord-Ouest du Tarn

2 = Pays de l'Albigeois et Bastides

3 = Pays de Cocagne

Pays non validés par la CRADT

a = Projet de Pays de la Montagne

b = Projet de Pays d'Autan

c = Projet de Pays interdépartemental l'Hérault

Source des cartes : Cartes réalisées par l'auteur

Références

- Atlan, Henri, *Entre le cristal et la fumée. Essai sur l'organisation du vivant*, Paris, Seuil, coll. Points Sciences, 1979, 286 p.
- Audras, Stéphane, François Taulet, Mathieu Vidal et Claude Vautier, « Les bassins de Castres-Mazamet et Lavelanet : difficulté des SPL textiles et montée en puissance des TIC », in Guillaume, Régis (dir.), *Les systèmes productifs locaux en Midi-Pyrénées*, CCRDT, Rapport final, janvier 2004, p. 198-255. Repris (sans la partie modélisation) dans Guillaume, Régis (dir.), *Globalisation, systèmes productifs et dynamiques territoriales. Regards croisés au Québec et dans le Sud-Ouest français*, Paris, L'Harmattan, coll. Géographies en liberté, 2005, p. 183-212.
- Barel, Yves, *Le paradoxe et le système. Essai sur le fantastique social*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1989, 329 p.
- Bateson, Grégory, *Une unité sacrée. Quelques pas de plus vers une écologie de l'esprit*, Paris, Seuil, 1996 (1991)
- Bertalanffy, Ludwig von, *Théorie générale des systèmes*, Paris, Dunod, 1968.
- Castoriadis, Cornélius, *Les carrefours du labyrinthe 3. Le monde morcelé*, Paris, Seuil, coll. Points Essais, 1990, 348 p.
- Degenne, Alain, Michel Forsé, *Les réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin, 1994.
- Deleuze, Gilles, *Différence et répétition*, Paris, PUF, coll. Épiméthée, [1968] 1997, 416 p.
- Detienne, Marcel, « Le lien et le cercle », *Journal of Symbolic Anthropology*, 5, 1974, repris dans Detienne, Marcel et Jean-Pierre Vernant, *Les ruses de l'intelligence. La mètis des Grecs*, Paris, Flammarion, coll. Champs, 1974, 316 p.
- Hofstadter, David, *Gödel, Héscher, Bach, les brins d'une guirlande éternelle*, Paris, InterÉditions, [1979] 1985, 884 p.
- Laflamme, Simon, *La société intégrée. De la circulation des biens, des idées et des personnes*, New York, Peter Lang, 1992, 310 p.
- Lapierre, Jean-William, *L'analyse de système. L'application aux sciences sociales*, Paris, Syros/Alternatives, coll. Comprendre, 1992, 229 p.
- Le Moigne, Jean-Louis, *Les systèmes de décision dans les organisations*, Paris, PUF, coll. SD (Systèmes Décisions), 1974, 244 p.
- Le Moigne, Jean-Louis, *La théorie du système général. Théorie de la modélisation*, Paris, PUF, coll. SD (Systèmes Décisions), [1977] 1990, 330 p.
- Le Moigne, Jean-Louis, *La modélisation des systèmes complexes*, Paris, Dunod, coll. Afcet Systèmes, [1990] 1995, 178 p.
- Luhmann, Niklas, *Politique et complexité*, Paris, Éditions du Cerf, coll. Humanités, 1999 (Westdeutscher verlag, 1987), 186 p.

- Morin, Edgar, *La méthode*, t. 1, *La nature de la nature*, Paris, Seuil, coll. Points Sciences Humaines, 1997, 399 p.
- Prigogine, Ilya et Isabelle Stengers, *La nouvelle alliance. Métamorphose de la science*, Paris, Gallimard, coll. NRF, 1979, 302 p.
- Roggero, Pascal, *Des communes dans la complexité : représentations et politiques*, Thèse de doctorat en sociologie, Toulouse, Université des sciences sociales, 1997, 715 p.
- Simon, Herbert Aloys, *sciences de l'artificiel*, Paris, Bordas, col. Afcet Systèmes, [1969]1991, 229 p.
- Watzlawick, Paul, *La réalité de la réalité. Confusion, désinformation, communication*, Paris, Seuil, coll. Points Essais, [1976]1978, 238 p.